



LUNDI 9 NOVEMBRE 2020

Le PREMIER MENSONGE : « un gouvernement est capable de diriger un pays de plusieurs millions d'habitants ». FAUX. Aucun individu ou groupe d'individus ne peut diriger des millions de personnes (encore moins 1,5 milliards comme en Chine).

- ▶ **Silence ! On (con)tourne ...** (Matthew Ehret) p.1
- ▶ **Voici notre menu d'analogie historique : Rome, l'URSS ou la France révolutionnaire** (Charles Hugh Smith) p.7
- ▶ **Les confins** et le « désir de dominer » p.9
- ▶ **Le sophisme de la croissance dans un monde fini** p.12
- ▶ **Croissance et consumérisme : Nature ou alimentation ?** p.16
- ▶ **Le pétrole à 37\$ le baril, les majors empilent les dettes** (Laurent Horvath) p.22
- ▶ **Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale Octobre 2020** (Laurent Horvath) p.24
- ▶ **L'écologie "punitive" est-elle vraiment punitive ?** p.39
- ▶ **Sous la pression de l'État et des ONG, Engie renonce à un gros contrat d'importation de gaz de schiste américain** p.40
- ▶ **Il est temps de se débarrasser de l'énergie solaire subventionnée et de s'intéresser sérieusement à la production d'électricité fiable et abordable** (StopTheseThings) p.42
- ▶ **PATRICK REYMOND : PELE MELE DU 6/11/2020...** p.44

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **WARNING ! Une RÉCESSION de -40% pourrait survenir aux ÉTATS-UNIS** p.47
- ▶ **Ponzi Economy: La dette US a été multipliée par 1882 en 100 ans !** p.47
- ▶ **Je vous l'annonce,... les peuples seront finalement responsables des 2 500 000 000 000 000 \$ de produits dérivés de dettes et de passifs non capitalisés** p.48
- ▶ **« Open bar !! L'Allemagne accepte la stratégie d'argent gratuit de la BCE ... ! » (C. Sannat)** p.49
- ▶ **« Malheur à toi, pays, dont le roi est un enfant » ou de l'Ecclésiaste au Covid (Charles Gave)** p.52
- ▶ **Vers une urgence sanitaire sans fin et sans contrôle, les décisions d'un comité secret (B. Bertez)** p.57
- ▶ **La confiance du pays en ses dirigeants s'est effondrée. (Bruno Bertez)** p.59
- ▶ **C'est la vocation d'un gouvernement: contenir sa masse, la punir parfois. (Bruno Bertez)** p.60
- ▶ **Une nouvelle accélération de l'Histoire nous pousse vers l'inconnu** p.63
- ▶ **Quelles perspectives pour la croissance US ? (Bruno Bertez)** p.65
- ▶ **États-Unis : le cauchemar ne fait que commencer (Bill Bonner)** p.68

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>



« Confinement totalement raté ... ! » L'édito de Charles Sannat

Publié le 5 novembre 2020 à 21:00:22 / 7 commentaires / 847 vues

La logique mamamouchesque est la seule au monde à pouvoir nous pondre des inepties et des stupidités intellectuelles d'une telle ampleur. Hier je vous disais que quand on... Lire la suite

Silence ! On (con)tourne ...

Par Matthew Ehret – Le 20 octobre 2020 – Source [The Saker](#)

<J-P : voici un résumé exceptionnel de ce qui se passe économiquement dans le monde depuis plusieurs décennies. C'est ainsi que je vois moi aussi l'état du système économique actuel du monde. Cependant, ce que Matthew Ehret n'explique pas dans ce texte c'est le « pourquoi » de ce mouvement de descente global : la baisse inéluctable et irréversible de l'énergie (représentée par la monnaie) disponible par habitant depuis la crise pétrolière des années 70. La planète terre n'a pu supporter une augmentation exponentielle de sa population (les êtres humains, observant la nature et obéissant à leurs instincts, considérant la création d'une famille comme étant le but de la vie) avec un niveau de vie même moyen. >

Ce que les grands architectes de la réinitialisation ne veulent pas que vous compreniez à propos de l'économie

Il n'est pas surprenant que la vice-présidente de la Banque mondiale, Carmen Reinhart, ait récemment averti le 15 octobre qu'un nouveau désastre financier se profile à l'horizon avec un vaste défaut souverain et un défaut majeur sur la dette des entreprises.

Au cours des six derniers mois de renflouement déclenchés par l'explosion du système, induite par le verrouillage du coronavirus, Reinhart a noté que la Réserve fédérale américaine a créé 3 400 milliards de dollars à partir de rien alors qu'il a fallu 40 ans pour fabriquer 14 000 milliards de dollars. Pendant ce temps, des économistes paniqués crient en chœur que les banques transatlantiques doivent déclencher un assouplissement quantitatif toujours plus hyper-inflationniste qui menace de transformer notre argent en papier toilette tout en acceptant des verrouillages infinis en réponse à une maladie qui a les niveaux de mortalité d'une grippe ordinaire.

Le fait de l'effondrement imminent lui-même ne devrait pas être une surprise – surtout quand on se souvient du **1,5 quadrillion de dollars de produits dérivés** qui a pris le contrôle d'une économie mondiale qui génère à peine 80 000 milliards de dollars par an de biens mesurables et de commerce. Ces paris nébuleux sur l'assurance pour des paris sur les dettes garanties connues sous le nom de dérivés n'existaient même pas il y a quelques décennies, et le fait est que peu importe ce que la Réserve fédérale et la Banque centrale européenne ont tenté de faire pour éviter une nouvelle explosion de cette bulle d'une économie de casino ces derniers mois, rien n'a fonctionné. Les taux d'intérêt nuls ou négatifs n'ont pas fonctionné, **l'ouverture de prêts repo au jour le jour de 100 milliards de dollars par nuit** à des banques en faillite n'a pas fonctionné, ni les 4 500 milliards de dollars de sauvetage de l'économie libérés depuis mars 2020. Plutôt que de reconnaître ce qui se passe réellement, des boucs émissaires ont été sélectionnés pour détourner le blâme de la réalité de la situation, au point que la crise actuelle est en fait imputée au Coronavirus !

Cela va bien au-delà de la Covid-19

Permettez-moi de dire simplement que si le coronavirus peut en fait être le catalyseur de l'explosion financière imminente, c'est le comble de la stupidité de croire que c'est la cause, car **les germes de la crise sont plus profonds et sont apparus beaucoup plus tôt** que la plupart des gens sont prêts à admettre.

Pour commencer à établir un diagnostic plus véridique, *il est utile de penser à une économie en termes réels – par opposition à des termes purement financiers* – c'est-à-dire penser simplement à l'économie comme un système global dans lequel le corps de l'humanité – toutes les cultures, nations et familles du monde – existe.

Cette coexistence repose sur certains pouvoirs nécessaires de production de nourriture, de vêtements, de biens d'équipement – infrastructures matérielles et immatérielles – de transport et de production d'énergie. Une fois

les matières premières transformées en produits finis, ces biens et services réels se déplacent du point A vers B et sont consommés. Cela ressemble beaucoup au métabolisme qui maintient un corps vivant.

Maintenant que les populations ont tendance à croître géométriquement, tandis que les ressources s'épuisent arithmétiquement, des demandes constantes de nouvelles découvertes créatives et d'applications technologiques sont également nécessaires pour répondre aux besoins d'une humanité croissante. Ce dernier facteur est en fait le plus important car il touche à l'élément de principe qui distingue l'humanité de toutes les autres formes de vie de l'écosystème que Lincoln a merveilleusement identifié dans son [discours](#) de 1859 sur les découvertes et les inventions :

Toute création est une mine, et chaque homme, un mineur. La terre entière, et tout ce qu'elle contient, sur et autour d'elle, y compris l'homme lui-même, dans sa nature physique, morale et intellectuelle, et ses sensibilités, sont les «pistes» infiniment diverses à partir desquels l'homme, dès le départ, devait creuser son destin...

L'homme n'est pas le seul animal qui travaille ; mais il est le seul à améliorer son travail. Cette amélioration, il la réalise par des découvertes et des inventions.

Dans un discours prononcé en 2016 par le président **Xi Jinping**, les principes de la compréhension de Lincoln ont été exposés par l'homme d'État chinois qui a déclaré :

Nous devons considérer l'innovation comme le principal moteur de la croissance et le cœur de toute cette entreprise, et les ressources humaines comme la principale source de soutien au développement. Nous devons promouvoir l'innovation dans la théorie, les systèmes, la science et la technologie et la culture, et faire de l'innovation le thème dominant du travail du Parti, du gouvernement et de l'activité quotidienne de la société...

Au XVI^e siècle, la société humaine est entrée dans une période sans précédent d'innovation active. Les réalisations en innovation scientifique au cours des cinq derniers siècles ont dépassé la somme totale de plusieurs millénaires précédents. . . . Chaque révolution scientifique et industrielle a profondément changé les perspectives et le modèle du développement mondial... Depuis la deuxième révolution industrielle, les États-Unis ont maintenu l'hégémonie mondiale parce qu'ils ont toujours été le chef de file et le plus grand bénéficiaire du progrès scientifique et industriel.

Ce qu'ont exprimé Lincoln et Xi séparément, avec 150 ans d'écart, n'est pas une simple hypothèse, mais des faits élémentaires de la vie que même le plus ardent adorateur de la monnaie ne peut pas contourner.

Bien sûr, **l'argent** est un outil parfaitement utile pour faciliter le commerce et contourner le problème embarrassant de transporter les marchandises que vous troquez sur votre dos toute la journée, mais ce n'est vraiment que cela : **un élément de soutien à un processus physique de maintenance et d'amélioration de l'existence transgénérationnelle**. Lorsque les imbéciles se permettent de perdre de vue ce fait et d'élever l'argent au statut de cause de toute valeur – simplement parce que tout le monde en veut – alors nous nous trouvons bien en dehors de la sphère de la réalité et plutôt dans le monde d'Alice au pays des merveilles d'Alan Greenspan, un monde fantastique où le haut est le bas, le bien est le mal, et les humains ne sont guère plus que des singes vicieux.

Gardant cela à l'esprit, acceptons ce concept et revenons sur la crise d'aujourd'hui.

Le «Big Bang» de Londres

La grande «libéralisation» du commerce mondial a commencé par une série de vagues tout au long des années 1970 et est passée à la vitesse supérieure avec la hausse des taux d'intérêt du président de la Réserve fédérale Paul Volcker en 1980-82, dont les effets ont annihilé une grande partie des entrepreneurs, petits et de taille moyenne, et ont ouvert les portes spéculatives de la débâcle de «l'épargne et du crédit», aidant également à

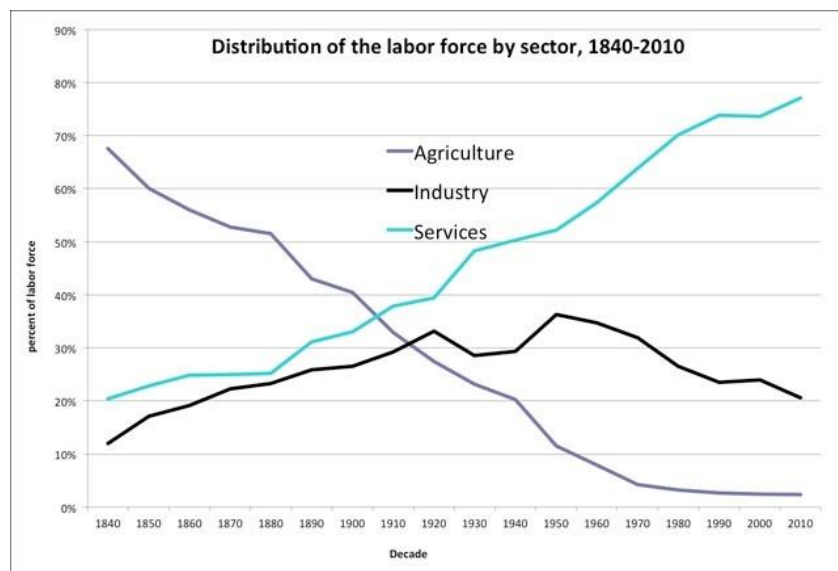
transformer en cartels monopolistiques de plus en plus géants les activités minières, alimentaires et financières. Volcker lui-même a décrit ce processus comme une «désintégration contrôlée de l'économie américaine» lorsqu'il est devenu président de la Fed en 1978. L'augmentation des taux d'intérêt à 20-21% a non seulement anéanti l'essentiel de la base économique américaine, mais a également jeté le tiers monde dans un immense esclavage de la dette, car les nations devaient maintenant payer des intérêts usuraires sur leurs prêts américains.

En 1986, la ville de Londres a annoncé le début d'une nouvelle ère d'irrationalité économique avec la déréglementation «Big Bang» de Margaret Thatcher. Cette vague de libéralisation a pris le monde d'assaut en éliminant la séparation des banques de commerce, de dépôt et d'investissement qui avait été la pierre angulaire de l'après-guerre pour **garantir que la volonté de la finance privée ne dominerait plus jamais le pouvoir souverain de l'état nation**. Pour ceux qui ne sont pas convaincus par le rôle directeur de Londres dans ce processus, je vous encourage à lire [l'essai implacable](#) de Cynthia Chung «Sugar and Spice, and Everything Vice : The Empire's Sin City of London».

Greenspan et la désintégration contrôlée de l'économie

Lorsque Alan Greenspan a affronté la crise financière d'octobre 1987, les marchés s'étaient effondrés de 28,5% et l'économie américaine souffrait déjà d'une dégradation commencée seize ans plus tôt lorsque le dollar a quitté le taux de change fixe avec l'étalon-or, et a «flotté» dans un monde de spéculation. Cet abandon du modèle de croissance industrielle de 1938-1971 a inauguré **un nouveau paradigme de «post-industrialisme» – alias : dépouillement de la nation** – sous la nouvelle logique de la «mondialisation». Cette décision insensée a été célébrée comme inaugurant la «société des cols blancs», axée sur les consommateurs, qui ne se soucieraient plus des «choses immatérielles» comme «l'avenir», l'entretien des infrastructures ou la «croissance». Dans ce nouveau paradigme, si un projet ne pouvait pas générer de profit monétaire dans les trois ans, cela ne valait pas la peine de le faire.

Paul Volcker, le prédécesseur de Greenspan à la Réserve fédérale, a illustré ce détachement de la réalité lorsqu'il a [appelé](#) à la «désintégration contrôlée de la société» en 1977, et a agi en conséquence en maintenant les taux d'intérêt au-dessus de 20% pendant deux ans, ce qui a détruit les petites et moyennes entreprises agro-industrielles à travers l'Amérique – et le monde. Greenspan a affronté la crise de 1987 avec tout l'enthousiasme d'un magicien diabolique, et plutôt que de reconnecter l'économie à la réalité physique et de reconstruire la base industrielle en décomposition, il a plutôt choisi de normaliser les «instruments financiers créatifs» sous forme de dérivés, qui sont rapidement passés de plusieurs milliards en 1988 à 2 000 milliards de dollars en 1992, et à 70 000 milliards de dollars en 1999.



«**Instruments financiers créatifs**» était le nom orwellien donné au nouvel actif financier popularisé par Greenspan, mais autrement **connu sous le nom de «dérivés»**. Les nouvelles technologies de calcul massif par ordinateur ont été de plus en plus utilisées dans cette nouvelle activité, non pas comme support pour des pratiques de développement d'infrastructures nationales, et de programmes d'exploration spatiale comme le voulaient à l'origine les ingénieurs de la NASA, mais plutôt pour la création de nouveaux algorithmes pervers qui pourraient donner une valeur aux différentiels de prix sur les titres ou les dettes garanties, valeur qui pourrait ensuite être «couverte» sur ces marchés au comptant et à terme rendus possibles grâce à la destruction du système de Bretton Woods en 1971. **Ainsi, alors qu'est né ce monstre autonome, à la croissance exponentielle, qui ne pouvait aboutir nulle part ailleurs qu'à l'effondrement, la «confiance du marché» est revenue en force avec le nouveau flux d'argent facile. Le potentiel physique de l'activité économique réelle pour soutenir la vie humaine a continué de chuter.**

L'ALENA, l'euro et la fin de l'histoire

Ce n'est pas par hasard qu'au cours de cette période, un autre traité mortel a été adopté appelé l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Avec cet accord, les programmes protectionnistes qui avaient maintenu les usines nord-américaines aux États-Unis et au Canada ont été annulés, permettant l'exportation de la force vitale d'une main-d'œuvre industrielle hautement qualifiée vers le Mexique **<ce qui n'a rien changé pour le Mexique puisqu'il a toujours été en difficulté financière permanente>**, où les compétences étaient faibles, les technologies plus basses et les salaires encore plus bas. Avec un dépouillement de ses actifs productifs, l'Amérique du Nord est devenue de plus en plus dépendante de l'exportation de ressources et de services bon marché pour ses moyens d'existence. Encore une fois, **les capacités physiquement productives de la société s'effondraient**, mais les profits monétaires dans le «présent» éphémère montaient en flèche. Cela a été reproduit en Europe avec la création du traité de Maastricht en 1992 établissant l'euro en 1994, tandis que le processus de «libéralisation» de la perestroïka a reproduit cet agenda dans l'ex-Union soviétique. Alors, que certaines personnalités aient donné à cet agenda le nom de «fin de l'histoire», ou d'autres de «nouvel ordre mondial», l'effet était le même.

La banque universelle, l'ALENA, l'intégration de l'euro et la création de l'économie des dérivés, en l'espace de quelques années à peine, ont induit une cartellisation de la finance par le biais de fusions et d'acquisitions nouvellement légalisées à un rythme jamais vu auparavant. La multitude d'institutions financières qui existaient au début des années 80 a été absorbée à grande vitesse tout au long des années 90 en mode loi de la jungle ou «survie du plus apte». Quel que soit le niveau de réglementation tenté dans le cadre de cette nouvelle structure, au États-Unis, le blocage de toute tentative de lutte menée par le chef de la Securities and Exchange Commission, [Brooksley Born](#) pour combattre le cancer des dérivés à ses débuts.

Lorsque Bill Clinton a abrogé le Glass-Steagall Act, qui séparait les banques commerciales de dépôt de celles d'investissement, comme son dernier acte au pouvoir en 1999, les spéculateurs avaient un accès illimité à l'épargne et aux pensions qu'ils utilisaient avec délectation pour aller jouer en ville au casino avec l'argent des épargnants. Cette nouvelle bulle a duré pendant encore quelques années jusqu'à ce que la bombe à retardement de \$700 000 **<000 000 000>** milliards de dollars sur les dérivés trouve un nouveau déclencheur, avec le marché des prêts hypothécaires à risque, qui a failli faire écrouler le système. Tout comme en 1987, et l'effondrement de la bulle internet de l'an 2000 en 2001, les sorciers adorateurs de Mammon à la BCE et à la Fed ont résolu cette crise en créant un nouveau système de «sauvetage» qui s'est poursuivi pendant une autre décennie.

La frénésie 2000-2008

Avec la suppression du Glass-Steagall Act, des capitaux légitimes tels que les fonds de pension pouvaient être utilisés pour créer une couverture de garantie afin de mettre fin à toutes les autres couvertures. Des milliards étaient désormais investis dans les titres adossés à des créances hypothécaires (MBS), un marché qui avait été

artificiellement maintenu à des taux d'intérêt record de 1 à 2% depuis plus d'un an par la Réserve fédérale américaine, facilitant les emprunts, et les rendements des investissements dans des MBS obscènes. L'obscénité a gonflé alors que les valeurs des maisons montaient en flèche bien au-delà des valeurs réelles, jusqu'à des maisons de cent mille dollars se vendant 5 à 6 fois ce prix en l'espace de quelques années. Tant que personne ne supposait que cette croissance était anormale et que la nature fictive du capital sous-jacent aux actifs à effet de levier, contenus dans les désormais tristement célèbres «subprimes» et autres créances illégitimes était ignorée, les bénéfices étaient simplement censés continuer indéfiniment. Quiconque remettait en question cette logique était considéré comme hérétique par les grands prêtres de la finance.

Le «succès» stupéfiant de la titrisation des dettes immobilières a immédiatement incité une vague de fonds souverains à participer au festin en appliquant aux dettes le même modèle que celui utilisé dans le cas des titres adossés à des hypothèques (MBS) et des titres de créance garantis (CDO) de nations entières. **La titrisation de paquets groupés de dettes souveraines qui pourraient ensuite être exploités à l'infini sur les marchés mondiaux déréglementés ne serait plus considérée comme un acte de trahison nationale**, mais comme la clé de l'argent facile.

La méchante vérité de la crise d'aujourd'hui

De nouvelles bulles style «subprime» ont été créées dans le secteur de la dette des entreprises qui est passée à plus de 13 800 milliards de dollars, en hausse de 16% par rapport à l'année précédente, dont un quart est considéré comme pourri, et une autre moitié notée BB par Moodies – un cran juste au-dessus de pourrie.

La dette des ménages, des étudiants et celle des prêts automobiles ont grimpé en flèche alors que les salaires n'ont pas suivi l'inflation, ce qui entraîne encore plus de dettes impayables contractées en désespoir de cause. Les emplois industriels se sont effondrés de manière constante depuis 1971, et les emplois de services mal rémunérés ont pris le dessus comme un fléau.

Le dernier rapport de *l'American Society of Civil Engineers* a conclu que l'Amérique avait désespérément besoin de dépenser 4 500 milliards de dollars juste pour amener son infrastructure délabrée à un niveau de sécurité minimal. Les routes, les ponts, les voies ferrées, les barrages, les aéroports, les écoles ont tous été jugés quasi défaillants, l'âge moyen des barrages est de 56 ans, de nombreuses conduites d'eau ont plus de 100 ans, les équipements de distribution ont bien plus de 60 ans. Les usines qui fournissaient autrefois ces besoins en infrastructures sont depuis longtemps externalisées et une grande partie de la main-d'œuvre productive qui gardait ces connaissances vivantes pour bâtir une nation est à la retraite ou décédée laissant à sa place une lacune mortelle dans les connaissances d'une génération, remplie de *millenials* qui n'ont jamais su à quoi ressemblait une économie productive.

Les agriculteurs américains ont probablement été les plus dévastés dans tout cela avec des pertes de population dramatiques dans toute la ceinture agricole américaine et l'âge moyen des agriculteurs est maintenant de 60 ans. Il a été récemment rapporté que 82% du revenu agricole américain ne provient pas des fermes, car les méga cartels ont repris tous les aspects de l'agriculture : fournitures, emballages et même l'agriculture réelle entre les deux.

Combinée à la destruction contrôlée des approvisionnements alimentaires mondiaux au niveau international, la Covid-19 a veillé à ce que les approvisionnements stratégiques de la chaîne alimentaire soient réduits en miettes, l'ONU [signalant](#) la pire crise alimentaire depuis plus de 50 ans – et cela ne tient pas compte de l'explosion imminente de la bulle économique.

Pourquoi cela a-t-il été autorisé ? Outre l'intention évidente de provoquer «une désintégration contrôlée de l'économie» comme l'a si froidement déclaré Volcker, l'idée a toujours été de créer les conditions décrites par

le regretté Maurice Strong, sociopathe et homme de main de Rothschild, en 1992 quand il a demandé rhétoriquement :

*Et si un petit groupe de dirigeants du monde concluait que le principal risque pour la Terre vient des actions des pays riches ? Et si le monde veut survivre, ces pays riches devraient signer un accord réduisant leur impact sur l'environnement. Vont-ils le faire ? La conclusion du groupe est «**non**». Les pays riches ne le feront pas. Ils ne changeront pas. Alors, pour sauver la planète, le groupe décide : le seul espoir pour la planète est que les civilisations industrialisées s'effondrent ? N'est-il pas de notre responsabilité d'y parvenir ?*

Comment retrouver la santé ?

<Évidemment, ces solutions ne sont qu'économiques et ne peuvent pas fonctionner. Le problème de fond, énergétique (pétrole), n'a aucune solution parce que « quand il n'y en a plus il n'y en a plus ».>

Comme tout toxicomane qui se réveille un matin au plus bas avec la terreur soudaine que sa mort est proche, la première étape consiste à admettre que nous avons un problème. Cela signifie simplement reconnaître la vraie nature de la calamité économique actuelle au lieu d'essayer de blâmer le «coronavirus» ou la Chine, ou un autre bouc émissaire.

La prochaine étape est de commencer à agir sur la réalité au lieu de continuer à prendre de l'héroïne, une belle métaphore de la dépendance à la spéculation sur les dérivés.

Une première étape évidente vers cette reprise consiste à [restaurer](#) le Glass-Steagall Act afin de

1. briser les banques Too Big to Fail et
2. imposer une norme de jugement pour séparer la «fausse» valeur de la valeur «légitime» qui est actuellement absente de la psychologie moderne qui a perdu tout sens des besoins par rapport aux désirs. Cela permettrait aux nations de purger la dette fictive non remboursable et les autres créances du système tout en préservant tout ce qui est lié à l'économie réelle, tout ce qui est directement lié à la vie. Ce processus s'apparente à éradiquer un cancer.

Cet acte ressemblerait beaucoup à ce que Franklin Roosevelt a fait en 1933, que j'ai décrit dans mon récent [article](#) « Hyperinflation, fascisme et guerre : comment le nouvel ordre mondial peut être vaincu une fois de plus ».

À ce stade, les États-nations auront réaffirmé leur véritable autorité sur les pirates de la finance privée contrôlant le système financier transatlantique comme les soi-disant dieux de l'Olympe – vicieux pervers sans limites, etc.

Il devrait être évident pour tous que les États-Unis doivent sortir la tête de leur proverbial cul, avant qu'il ne soit trop tard, en imposant ces réformes aux sociopathes criminels de Wall Street et de Londres qui préfèrent [promouvoir](#) un «Great Reset» sur l'économie mondiale, dans le brouillard de la Covid-19, afin de contrôler les conditions de l'éruption mais aussi les règles du nouveau système d'exploitation post-Étatique qu'ils souhaitent voir mis en ligne comme une «solution» (finale).

Voici notre menu d'analogie historique : Rome, l'URSS ou la France révolutionnaire

Charles Hugh Smith Jeudi 5 novembre 2020



La dynamique centrale est en fin de compte la perte de cohésion sociale au sein des élites dirigeantes et dans l'ordre social en général.

L'euphorie de voir que le monde ne s'est pas éteint le 3 novembre est un sentiment de fin de journée. Et quelle meilleure façon de célébrer la victoire de ce qui passe pour de la normalité avec un rallye boursier frénétique ?

C'est comme si tout le monde savait qu'il n'y a pas de retour au bon vieux temps d'une machine impériale bien huilée qui mâchouille tous les obstacles, et cette prise de conscience est si effrayante que la nécessité de faire semblant que tout va bien, très bien, bouleverse les derniers liens avec la réalité.

Et puisqu'il y a un bref entracte entre les combats de gladiateurs pendant que les gardiens du Colisée retirent les héros tombés au combat du dernier spectacle, jouons au jeu de l'analogie historique : quel effondrement l'Amérique suivra-t-elle de plus près ? Rome vers 475, l'URSS vers 1989 ou la France révolutionnaire vers 1789 ?

Je suis tenté d'inclure la dynastie chinoise des Song vers 1276 après J.-C., mais l'analogie de l'invasion mongole ne convient pas. L'Empire khmer vers 1350-1430 après J.-C. et la civilisation maya au 9^e siècle sont peut-être d'excellentes analogies, mais on n'en sait pas assez sur ces déclin complexes pour faire une analogie plus que des suppositions.

Rome, l'URSS et la France révolutionnaire sont toutes des analogies convaincantes en raison de l'ignorance hubristique de leurs élites fracturées alors que les prétentions de stabilité s'effondraient autour d'elles. Même si Néron n'a pas vraiment joué du violon pendant que Rome brûlait et que Marie-Antoinette n'a pas lancé "Qu'ils mangent de la brioche" lorsqu'elle a appris que les paysans n'avaient pas de pain (ou, plus précisément, ne pouvaient plus se le permettre), ces mythes sont des résumés pratiques de la déconnexion de la réalité qui a infesté les élites ces dernières années avant que le déluge de chaos non linéaire ne submerge les régimes.

Alors que les historiens rassemblent des preuves de points de basculement tels que les pandémies, les dommages écologiques, les invasions, les sécheresses, l'inflation, etc., la dynamique fondamentale est en fin de compte la perte de cohésion sociale au sein des élites dirigeantes et dans l'ordre social en général.

En règle générale, la permanence du statu quo est considérée comme acquise par les élites, qui se sentent alors libres de se chamailler entre elles pour le butin de la richesse et du pouvoir. Distrayes par leurs propres luttes intestines, les élites sont aveugles à l'érosion des fondements de leur pouvoir.

À mesure que la cohérence des élites s'effiloche, les liens qui unissent les élites aux masses s'effilochent également.

Un camp au sein des élites reconnaît le danger et cherche des réformes, mais les réformes sont trop peu, trop tard, et de toute façon, les élites qui s'accrochent le plus ardemment à la stabilité passée combattent le mouvement de réforme jusqu'à l'arrêt.

Au fur et à mesure que la cohésion sociale s'effiloche, des systèmes qui semblaient autrefois immuables (c'est-à-dire linéaires) affichent soudain une dynamique non linéaire dans laquelle de modestes changements qui n'auraient guère changé les choses dans le passé déclenchent maintenant un désordre qui bouleverse le régime.

Alors, faites votre choix, l'Amérique : quelle est l'analogie la plus proche ? Un Politburo sclérosé d'anciens vivant dans le passé, une élite qui joue du violon pendant que la nation se désintègre, ou **une élite tellement déconnectée de la réalité qu'elle prétend que l'inflation est nulle alors que la population ne peut plus se permettre de manger du pain ?**

Tous mènent à la même destination.

Les confineurs et le « désir de dominer »

Joakim Book 11/03/2020 Mises.org

<Article vraiment excellent.>

Au cours de ses nombreuses années d'enseignement à l'université de Mises, le juge Napolitano a fait la même chose - en terminant son discours d'introduction. Ce n'est que lorsque les horreurs de cette année m'ont fait comprendre que son point de vue était peut-être fondé sur la réalité.



Le cher juge mentionne souvent, presque comme une plaisanterie, la libido dominandi - le désir de dominer ou la volonté de pouvoir - en se référant à l'écriture séculaire d'Augustin d'Hippone. On retrouve des notions similaires dans le chapitre "Why the Worst Get on Top" de Friedrich Hayek dans *The Road to Serfdom* et très certainement dans les écrits étrangement pertinents de Robert Higgs.

La fin mémorable de la conférence de Napolitano est la suivante :

Je m'attends à mourir, fidèle à mes premiers principes... dans mon lit, entouré de gens qui m'aiment. Certains d'entre vous peuvent mourir, fidèles à leurs principes, dans une prison gouvernementale. Et certains d'entre vous peuvent mourir, fidèles à leurs principes fondamentaux, sur la place d'une ville au son de la trompette du gouvernement.

Les rares fois où j'ai eu la chance de l'entendre prononcer ces mots en direct, ils m'ont toujours semblé un peu exagérés. Même si la pièce est restée silencieuse, que j'ai eu mal au ventre et que j'ai eu la chair de poule, cela ne pouvait pas être si grave, n'est-ce pas ?

La folie de 2020 m'a fait reconsidérer ma position.

Le contrôle de la vie des autres

Vouloir dominer les autres est, dans une certaine mesure, inné. Peut-être est-ce dû à notre sentiment de supériorité mal placé (par exemple, l'effet Lake Wobegon) ou à une prétention hubristique de la connaissance, ou encore à l'incapacité de voir toute la gamme de valeurs que les autres offrent : Je sais mieux comment les choses devraient être faites ; si seulement j'étais responsable, le monde serait meilleur.

Ce qui est clair, c'est qu'en 2020, la soif de domination omniprésente a connu une tempête parfaite - une tempête qui leur a permis de lâcher leurs commandes pour nous faire la leçon et nous réquisitionner ici et là, pour planifier de manière centralisée une campagne de santé et pour diriger tout le monde et chacun d'entre nous sur ce qu'il était autorisé à faire. Ce qui est si terrifiant dans tout cela, ce n'est pas que le désir de diriger les autres existe - il a toujours existé - mais que les forces qui le maintiennent habituellement à distance ont en quelque sorte simplement abandonné.

Dans les premiers jours de la pandémie, ceux d'entre nous qui gagnent leur vie en créant des mots se battaient pour le libertinage : "Il n'y a pas de (libertinage) dans une pandémie", disaient-ils. Peut-être avons-nous répondu poliment, comme tout le monde, un peu effrayés par ce que nous ne savions pas à l'époque. Mais il est certain qu'il n'y a pas de statistiques qui sortent d'un seul et même endroit : Les réglementations "bénéfiques" qui ont perturbé la production et la distribution de produits soudainement très demandés ont été levées, le contrôle centralisé a bâclé les choses à gauche et à droite. Avec un échec évident de cette ampleur, nous ne pourrions pas vouloir que le gouvernement nous commande et régleme nos affaires ?

Rétrospectivement, ce conflit semble être un quatuor dont nous avons oublié l'essentiel. Aujourd'hui, de Paul Krugman à Tyler Cowen, les gens semblent penser que les libertaires dirigent le monde et que tout ce qui a mal tourné est la faute des libertaires. Dans la course à la planification centralisée de tout, des décisions de production à la question de savoir qui peut quitter sa maison en portant quoi, toutes les autres préoccupations - à l'exception, bien sûr, de Black Lives Matter - ont été jetées par-dessus bord.

Le libertarianisme n'est pas une idéologie sur ce qui est le meilleur résultat, quelle que soit sa définition. Il ne s'agit pas de savoir comment "nous" réglons un problème médical ou comment atténuer au mieux des catastrophes comme les pandémies. Il ne s'agit même pas de savoir comment répartir l'incroyable excédent que créent nos économies hautement productives. Il s'agit de savoir qui doit prendre des décisions sur quoi. Il ne s'agit pas de savoir comment minimiser les menaces de pandémie, ni comment optimiser une fonction imaginaire de bien-être privé ou social, ni comment assurer une vie longue et saine.

C'est à celui qui possède quelque chose de décider. Si vous - le propriétaire et le gestionnaire de votre corps - voulez y mettre des médicaments nocifs, je vous en prie. Cela ne me regarde pas. Si vous souhaitez porter des cristaux qui protègent du mal, ou des éléphants roses qui se cachent dans l'ombre, faites-vous plaisir. Si vous voulez vous habiller avec un faux équipement qui empêche les microbes invisibles de se propager, amusez-vous bien.

Mais vous n'avez pas le droit d'exiger que d'autres vous emboîtent le pas. Vous n'avez pas, comme l'a fait récemment Cowen, le droit de dire "en fait, [la liberté] ne semble pas en valoir la peine". Comme David Henderson l'a réprimandé pour cela, il "semble substituer ses propres valeurs à celles des autres" - le péché capital pour quiconque se prononce en faveur de la liberté.

Et il n'était pas le seul. Succombant à la tentation de réquisitionner les autres, les "libertaires" des deux côtés de l'Atlantique ont commencé à invoquer les externalités et les biens publics pour justifier une politique manifestement injuste et envahissante après l'autre. Sam Bowman, un néolibéral autoproclamé et anciennement de l'Institut Adam Smith, est, comme Cowen, la plus grande victime.

Mais la santé publique n'est pas un bien public, comme l'a récemment décrit Michel Accad en réponse à la déclaration de Great Barrington. Elle ne concerne personne d'autre non plus :

La vie et la santé d'un individu sont des biens particuliers, pas des biens communs. C'est une vérité métaphysique évidente que ma santé et ma vie ne peuvent être que miennes et ne sont pas partagées en commun avec quiconque, et certainement pas avec la communauté politique dans son ensemble. Au fond, la "santé publique" est un oxymoron, puisque "le public", en tant qu'abstraction, n'a pas de santé à proprement parler. Seuls les individus sont en bonne santé ou non.

Le verrouillage comme politique de lutte contre les pandémies est cette stratégie de domination parfaite : si les taux d'infection baissent, le succès ; vous gagnez et pouvez invoquer la même politique de contrôle la prochaine fois qu'une prétendue catastrophe se profile. Si les taux d'infection restent les mêmes ou augmentent, vous pouvez à nouveau mettre en place une politique de lutte plus efficace. À quoi devrait ressembler le monde pour que vous cédiez ? Que faudrait-il pour que vous disiez : "En fait, le fait de priver notre population de ses libertés et de sa dignité ne semble pas nous aider à réduire les infections" ? Il n'y a aucune circonstance dans laquelle les responsables du confinement acceptent que leur politique en matière de pandémie ne fonctionne pas ou, plus important encore, qu'elle soit contraire à la liberté ou à la dignité humaine fondamentale.

Paul Krugman et le vrai libéralisme

Il est intéressant de noter que Krugman a presque réussi. Il écrit qu'il fustige les libertaires pour tout ce qui ne va pas dans l'Amérique pandémique - oui, c'est aussi fou que ça en a l'air :

Beaucoup de choses devraient être des questions de choix individuel. Le gouvernement n'a pas à dicter vos goûts culturels, votre foi ou ce que vous décidez de faire avec d'autres adultes consentants.

Nous pensions que les libéraux voulaient libérer le peuple des contraintes gouvernementales, une approche fondamentale de non-intervention. Les libéraux américains ont depuis longtemps oublié cette idée : il ne s'agit plus de laisser les gens tranquilles, mais de corriger leurs crimes de pensée avant qu'ils ne se manifestent dans le monde. Pourtant, les libéraux d'aujourd'hui se contentent d'exprimer un intérêt de pure forme pour cette notion avant de pivoter à 180 degrés et de commencer à énumérer les activités dont il appartient désormais au

gouvernement de décider : ce que vous portez en public, où vous allez, ce que vous pensez, ce que vous échangez, avec qui et où, en veillant à ne pas propager les germes à votre insu.

La pandémie a fait ressortir le pire chez les gens et a révélé clairement ce qui couvait toujours sous la surface : un désir inné de dominer les autres. Les remettre à leur place, leur enfoncer des idées absurdes dans la gorge, les habiller avec un équipement dérisoire, ridiculiser et attaquer ceux qui s'écartent de la seule véritable foi du gouvernement. La pandémie a montré qui soutenait et respectait vraiment les valeurs que d'autres peuvent défendre - et qui préférait céder à la tentation du pouvoir, qui passait outre aux actions fautives de nos plèbes inférieures.

"La liberté se trouve dans le cœur de l'homme", a déclaré le juge Napolitano, "mais elle doit faire plus que s'y trouver". N'oubliez pas cela lorsque vous êtes dépouillé de vos libertés au nom du bien-être de tous les autres.

Joakim Book est diplômé en économie de l'université de Glasgow, et est actuellement étudiant de troisième cycle à l'université d'Oxford. Il écrit régulièrement à Life of an Econ Student.

Le sophisme de la croissance dans un monde fini

Par JACK HART Mis à jour le 10 janvier 2019



Le titre de la première page de l'Oregonian disait tout : "L'impasse de Portland se referme, et c'est une bonne nouvelle." Le point ? Le retour du mauvais trafic signale la croissance économique. Et la croissance est une bonne nouvelle, quelles qu'en soient les conséquences.

En ces jours de morosité économique, la croissance est particulièrement une bonne nouvelle. Cent soixante-quinze nouveaux emplois NOAA à Newport ? Hourra ! Un nouveau plan pour étendre considérablement les limites de la croissance urbaine de Portland ? Fabuleux ! Boeing prévoit un investissement de 120 millions de dollars et 152 nouveaux emplois à Gresham ? Youpi !

On peut comprendre ce boosterisme. À court terme, la croissance soutient les familles, soulage les pressions sociales qui engendrent les conflits et la criminalité, paie des équipements tels que les arts, offre des opportunités aux entrepreneurs et rend certains d'entre nous extrêmement riches.

Mais la croissance est aussi une dépendance. Et, comme la plupart des dépendances, elle menace de nous détruire. Non seulement elle encombre nos autoroutes, mais elle aspire aussi les terres agricoles, anéantit les espaces libres, impose aux contribuables des coûts de développement ruineux et écrase la qualité de vie qui nous a attirés dans nos communautés au départ. La croissance aspire des ressources irremplaçables de la terre. Elle déverse une pollution toxique dans notre environnement. Elle évince les autres espèces de la planète et ne parvient absolument pas à apporter le bonheur humain qu'elle promet.

Rien de tout cela n'empêche une allégeance bipartite à la croissance de dominer la politique nationale et locale. Le sénateur John McCain a déclaré : "En guerre, rien ne remplace la victoire ; en paix, rien ne remplace la croissance". Le président Barack Obama a justifié l'expansion du forage en mer "afin de soutenir la croissance économique". Et à Portland, les responsables de la ville et de l'État espèrent construire un centre de développement durable de l'Oregon visant à encourager la "croissance durable".

Presque personne, semble-t-il, ne s'arrête pour penser que la "croissance durable" est un oxymore. Combinez une croissance économique constante avec une population humaine en constante augmentation, placez-les dans un monde fini avec des ressources limitées, et vous avez la recette de la non-durabilité. Les embouteillages. Les niveaux de dioxyde de carbone s'envolent. Les compagnies pétrolières, avides de servir un appétit insatiable pour toujours plus d'énergie, creusent des puits dans les profondeurs des océans où elles n'ont aucun espoir de maîtriser les accidents catastrophiques.

Tout le monde ne pense pas que tout cela soit une bonne idée. Un petit nombre, mais croissant, d'économistes et d'activistes de "l'état stable" soutient que l'humanité doit trouver une meilleure solution. Mais comme nous le savons tous, les dépendances sont difficiles à vaincre. Surtout si elles sont aussi bien établies que nos os de croissance.

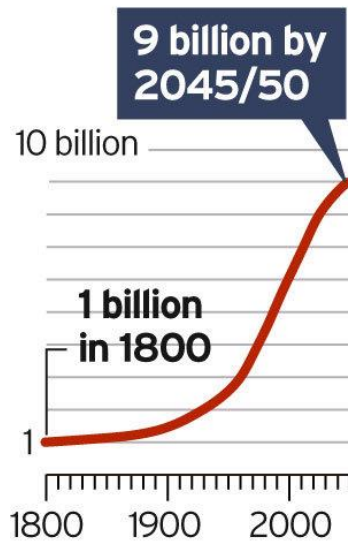
Les dommages que nous causons à la planète découlent d'une équation simple : population x consommation = impact environnemental. Il y a 250 ans, la révolution industrielle a exploité l'énergie concentrée stockée dans les combustibles fossiles et a déclenché la croissance de la population et de la consommation.

La population mondiale a dépassé le milliard en 1804, puis il a fallu 123 ans pour en ajouter un autre milliard. Dans les années 1980, nous en ajoutions un milliard tous les douze ans. Nous atteindrons 7 milliards l'année prochaine et 9 milliards d'ici le milieu du siècle. Rien qu'aux États-Unis, la population augmentera de 100 millions au cours des quatre prochaines décennies.

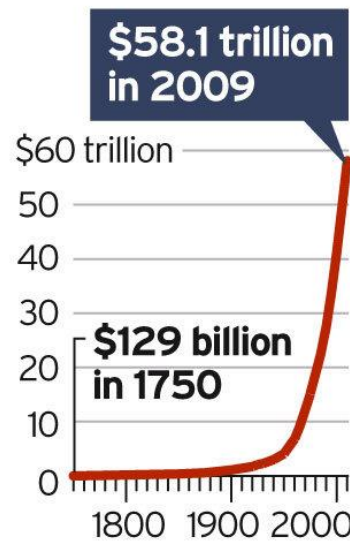
Rising population and GDP

Human population times consumption equals human impact on planet Earth. Both population and consumption have soared since the Industrial Revolution in the mid-19th century.

Estimated world population



World Gross Domestic Product*



*In 1990 dollars

Sources: U.S. Census Bureau, Population Reference Bureau and the United Nations Department of Economic and Social Affairs, CIA World Factbook

DAVID BADDERS/THE OREGONIAN

Pendant ce temps, la consommation s'est envolée. Lorsque la révolution industrielle a commencé, la production mondiale totale par an, en dollars de 1990, était d'environ 129 milliards de dollars. En 1970, année de la première Journée de la Terre, elle a atteint 12,1 billions de dollars. Depuis lors, elle a plus que quadruplé, pour atteindre 58,1 billions de dollars. Les résultats sont ruineux. Les émissions mondiales de dioxyde de carbone ont augmenté de 80 % depuis ce premier Jour de la Terre, laissant notre croisade pour la "durabilité" ressembler à un insecte qui essaie d'arrêter un camion en fuite en lui percutant le pare-brise.

Et la pollution au CO2 n'est que la partie émergée d'un iceberg en train de fondre. La croissance sans fin aspire de plus en plus l'énergie, la nourriture, les nutriments et tout ce qu'il faut pour maintenir la vie. Bill McKibben, peut-être le principal écologiste américain, affirme que nous avons utilisé plus de ressources naturelles depuis la Seconde Guerre mondiale que dans toute l'histoire de l'humanité. Il n'est donc pas étonnant que nous ayons déclenché la plus grande extinction massive depuis la disparition des dinosaures.

Les promoteurs de la croissance nous assurent que les nouvelles technologies permettront de faire face à toute la croissance effrénée que nous souhaitons générer. Mais l'ampleur de notre intervention sur la planète a atteint des niveaux qui éclipsent tout ce qui s'est fait auparavant. Le Global Footprint Network, un groupe de réflexion scientifique qui promeut la durabilité, rapporte que les résultats de la croissance effrénée "ont dépassé la

capacité biologique de la planète au milieu et à la fin des années 1980". Nous avons dépassé le pic de notre production de pétrole, et à partir de maintenant, le flux de pétrole va diminuer de plus en plus fortement à mesure que nous épuiserons les réserves restantes. L'année dernière, *Nature*, l'une des revues scientifiques les plus respectées au monde, a publié des recherches sur les limites que nous n'osons pas franchir sans "changement environnemental catastrophique". Les résultats suggèrent que nous avons déjà dépassé la limite en ce qui concerne le changement climatique et le cycle de l'azote sur Terre. Sur d'autres points - eau douce, utilisation des terres, biodiversité, appauvrissement de la couche d'ozone, acidification des océans - nous sommes en danger imminent.

Ce n'est pas comme si personne ne l'avait vu venir. "L'augmentation de la richesse n'est pas sans limite", écrivait John Stuart Mill au milieu du XIX^e siècle. "La fin de la croissance conduit à un état stationnaire."

Si ce n'est pas maintenant, quand ? Nous sommes inondés de biens, entourés de ce qui aurait été, il n'y a pas si longtemps, une richesse inimaginable. Mais nous ne pouvons pas nous débarrasser de la dépendance qui nous pousse à en vouloir toujours plus. Quand Apple a sorti son iPad à Portland, des centaines de personnes ont fait la queue - certaines à 4 heures du matin - pour acheter, acheter, acheter.

L'ironie est que rien de cette consommation ne semble nous rendre plus heureux. Les Nigériens déclarent être à peu près aussi heureux que les Japonais, dont le produit intérieur par habitant est 25 fois plus élevé. D'autres études montrent que la croissance peut en fait réduire le bonheur.

Dans "The Politics of Happiness", l'ancien président de Harvard Derek Bok a retracé l'expérience américaine en matière de croissance et de bonheur. Au cours des 35 dernières années, dans ce pays, notre revenu par habitant a augmenté de près de 60 %, a-t-il indiqué, la taille moyenne des nouvelles maisons a augmenté de 50 %, le nombre de voitures a augmenté de 120 millions et la proportion de familles possédant un ordinateur personnel est passée de zéro à 70 %. Mais le pourcentage d'Américains qui se décrivent comme "très heureux" ou "assez heureux" est resté pratiquement inchangé, poursuivant un schéma qui remonte aux années 1950. Si "l'augmentation des revenus n'a pas réussi à rendre les Américains plus heureux au cours des cinquante dernières années", demande Bok, "à quoi bon travailler de si longues heures et risquer une catastrophe écologique pour continuer à doubler et à redoubler notre produit intérieur brut ?

Quel est l'intérêt, en effet ? John Stuart Mill attendait avec impatience le jour où nous passerions de l'acquisition aux véritables sources de bonheur : les amis, la créativité, un travail satisfaisant et la communauté.

Mais nous devons d'abord sortir du tapis roulant de la croissance. Le secteur privé américain a créé 83 000 emplois en juin. Ce que presque personne n'a souligné, c'est que nous devons ajouter 125 000 emplois par mois juste pour faire face à la croissance de notre main-d'œuvre. Au dernier décompte, l'Oregon avait ajouté 27 000 emplois depuis décembre. Oups. Dans le même temps, la population active a augmenté de 30 000 personnes.

Certains économistes ont cherché un autre moyen. Dans son ouvrage "Small Is Beautiful" (1973), E.F. Schumacher a plaidé en faveur d'une consommation raisonnable combinée à un travail épanouissant et à une vie communautaire. L'ouvrage de Kenneth Boulding, "Economics of the Coming Spaceship Earth" (1966), plaide en faveur d'une consommation véritablement durable. Herman Daly a rassemblé ces idées et d'autres dans un domaine qu'il a appelé "l'économie de l'état stable". L'objectif est la prospérité sans croissance.

La New Economics Foundation britannique, qui promeut de telles idées, publie un "Happy Planet Index", qui "montre qu'il est possible pour une nation d'avoir un bien-être élevé avec une faible empreinte écologique". Le New Economics Institute poursuit un programme similaire depuis son siège du Massachusetts. Et le Center for

the Advancement of the Steady State Economy, une association à but non lucratif d'Arlington, en Virginie, organise sa mission autour de l'idée que "la croissance économique continue sur une planète finie est un vœu pieux".

"Si personne d'autre n'est prêt à dire cette vérité", dit Rob Dietz, le directeur exécutif du centre, "nous le pouvons certainement. Notre but est d'ouvrir un espace où les politiciens et les autres peuvent au moins parler des limites de la croissance".

Certains universitaires et environnementalistes inquiets pensent que l'état d'équilibre ne suffit pas. Trois cents d'entre eux se sont réunis ce printemps pour la première conférence nord-américaine sur la "décroissance" à Vancouver, en Colombie-Britannique. La teneur de la conférence, comme l'a résumé un observateur, était que "si tout le monde consommait autant que les Européens, et encore moins les Nord-Américains, il faudrait de trois à huit planètes Terre pour y parvenir". Des milliards de personnes veulent plus, et nous voulons toujours plus. Une collision de proportions inimaginables est en train de se produire".

Malgré les alarmes, même les personnes en décroissance semblent réaliser que les solutions pratiques pour éviter cette collision n'incluent pas l'effondrement économique, le chômage et le genre de chaos qui nous empêcherait de résoudre les problèmes mêmes qui nous ont mis dans cette situation. Des millions d'Américains sont au chômage ou sous-employés, et aucun homme politique n'ira bien loin en soutenant que nous devrions continuer à agir ainsi.

Mais il est peut-être possible de maîtriser la croissance tout en maintenant les familles nourries et les communautés intactes. Après tout, l'objectif de l'économie stable est d'assurer des revenus raisonnables à tous les êtres humains dans une société plus humaine qui préserve la planète et promeut le bonheur humain. C'est une tâche difficile. Mais nous avons déjà satisfait à des exigences élevées.

Nous pouvons commencer par remettre en question notre hypothèse quasi universelle selon laquelle la croissance est toujours bonne. Et la prochaine fois qu'un candidat promet une croissance sans fin, cela ne ferait pas de mal si quelqu'un dans le public demandait "Pourquoi ?

Après tout, comme Edward Abbey l'a fait remarquer il y a longtemps, "la croissance pour la croissance est l'idéologie de la cellule cancéreuse".

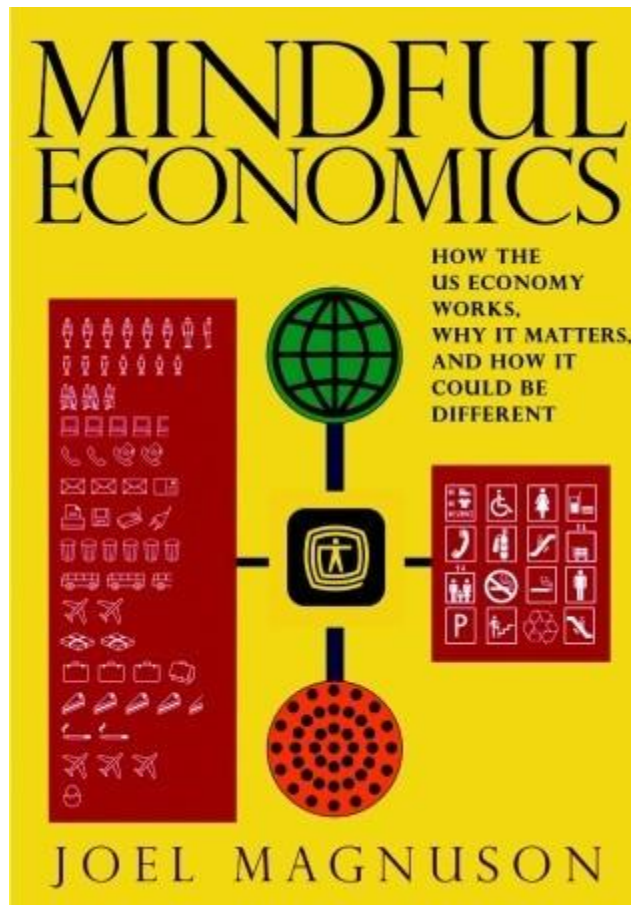
Jack Hart est un ancien rédacteur en chef de The Oregonian qui travaille aujourd'hui comme auteur, enseignant et coach d'écriture.

Croissance et consumérisme : Nature ou alimentation ?

Ian Angus Publié le 24 février 2010

Le désir d'avoir toujours "plus" est-il une caractéristique fondamentale de la nature humaine ? Dans Mindful Economics, Joel Magnuson explique comment le consumérisme a été délibérément créé pour répondre au besoin de croissance constante du capitalisme.

Tiré du chapitre 9 de Mindful Economics : How the U.S. Economy Works, Why It Matters, and How It Could Be Different, de Joel Magnuson. publié par Seven Stories Press, New York. Copyright © 2007, 2008 par Joel Magnuson. Réimpression avec l'autorisation de l'auteur et de l'éditeur.



L'impératif de croissance : Prospérité ou pauvreté

Générer un taux de rendement mesurable pour les investisseurs est l'élément central de toute économie capitaliste. Les investisseurs tirent leurs revenus des pourcentages de rendement des actions, des obligations ou d'autres investissements commerciaux. Si les investisseurs n'obtiennent pas ces rendements escomptés, ils vendent leurs investissements et cherchent des rendements ailleurs. En désinvestissant, ou en encaissant, les investisseurs peuvent faire baisser la valeur comptable d'une entreprise, ce qui peut finalement provoquer la faillite de l'entreprise. Pour éviter ce résultat, la principale directive d'une entreprise capitaliste est de maintenir des rendements solides et une croissance de la richesse financière pour ses investisseurs. C'est l'objectif primordial de l'entreprise capitaliste.

Pour assurer ces rendements à leurs investisseurs, les entreprises ont essentiellement trois choix. L'un d'eux serait de payer les investisseurs avec l'argent détenu sur les comptes bancaires de l'entreprise. Ce choix, cependant, reviendrait à s'appauvrir, car les entreprises s'appauvriraient en puisant dans le solde de leurs comptes bancaires tout comme une personne s'appauvrirait en essayant de vivre sur un compte d'épargne. Un autre choix serait de générer des profits à partir de la croissance des ventes obtenue en retirant des parts de marché aux concurrents. Bien que la menace de perdre des parts de marché sur un marché concurrentiel puisse obliger une entreprise à innover et à créer de nouvelles technologies permettant de réduire les coûts, le gain d'une entreprise est la perte d'une autre dans une stratégie à somme nulle. En fin de compte, cela serait autodestructeur pour les intérêts de la classe capitaliste dans son ensemble. Le troisième et seul choix viable à long terme serait que chaque entreprise génère ses bénéfices en produisant et en vendant davantage de biens et de services pour en tirer profit.

En d'autres termes, poussées par la nécessité financière de fournir aux investisseurs un taux de rendement solide, les entreprises capitalistes doivent également maintenir un taux de croissance solide dans la production et la vente de biens et de services. La croissance financière est le moteur de la croissance de la production réelle.

Pour maintenir une croissance continue de la production et des ventes, les entreprises doivent utiliser une partie de leurs bénéfices pour les réinvestir dans le stock de capital (usines, équipements, stocks, etc.). En augmentant leur stock de capital, les entreprises peuvent accroître leur capacité de production pour répondre aux exigences de la nouvelle croissance de la production et des ventes. Étant donné que les fonds nécessaires pour réaliser ces investissements en capital proviennent essentiellement des bénéfices sur les ventes, la croissance des ventes et les investissements s'inscrivent dans une relation dynamique : les bénéfices des ventes actuelles financent de nouveaux investissements, ces nouveaux investissements déterminent la production et les ventes futures, et les ventes et bénéfices futurs financeront encore d'autres investissements, etc. Si l'on considère le système dans son ensemble, le maintien du moteur de la machine économique nécessite un flux constant d'investissements réels qui découlent d'une augmentation constante de la production et des ventes. En d'autres termes, l'économie doit continuer à croître.

Cet impératif de croissance est systémique et va au-delà de la simple génération de rendements pour les investisseurs. Non seulement les entreprises individuelles sont poussées à croître, mais tout le système capitaliste en dépend. Si la relation dynamique entre l'investissement et la croissance venait à s'effondrer, le système économique s'effondrerait également. Par exemple, si la croissance des ventes devait ralentir, la source de financement des investissements commencerait à s'évaporer et les nouveaux investissements dans le capital social commenceraient à diminuer. La chute des investissements entraînerait un ralentissement général de la production et des ventes. Avec la baisse des ventes, les revenus diminueraient et un cercle vicieux de contraction s'ensuivrait. La contraction ou la récession, si elle est soutenue dans le temps, peut se transformer en dépression ; et la dépression signifie l'échec systémique du système capitaliste.

À mesure que la machine capitaliste accélère ou ralentit, les changements se font sentir dans tous les secteurs de l'économie. Chaque institution de l'économie américaine est connectée à toutes les autres institutions en tant que parties de la machine, et toutes ont évolué pour être dépendantes de l'impératif de croissance. Par conséquent, si l'économie se développe, il y a un concert d'applaudissements. Les consommateurs se tournent vers la croissance parce qu'elle signifie plus de biens et de services disponibles sur les marchés ; les travailleurs voient les possibilités d'emploi et les revenus augmenter ; les organismes publics reçoivent plus d'argent grâce à l'augmentation des ventes et des recettes fiscales pour payer la police, les écoles et les routes ; les organisations à but non lucratif reçoivent plus de dons et de subventions grâce à l'augmentation des revenus ; les prêts bancaires sont remboursés ; et, surtout, les bénéfices des investisseurs sont réalisés.

Cependant, lorsque la croissance se transforme en contraction (récession), l'inquiétude est ressentie par tous. Les travailleurs sont licenciés et ne remboursent pas leurs prêts bancaires ; la chute des bénéfices et du cours des actions sur les marchés boursiers épuise la valeur des fonds de pension ; les faillites s'envolent en même temps que les déficits budgétaires et les coupes budgétaires du gouvernement. La croissance est si importante qu'elle a façonné le développement des institutions les plus puissantes d'Amérique. Sans une croissance régulière, le système économique va dépérir comme une plante privée d'eau et de soleil. C'est pourquoi la plupart des observateurs hésitent beaucoup à remettre en question cet impératif de croissance du capitalisme.

L'acceptation de l'impératif de croissance est devenue profondément ancrée dans la culture et la pensée américaines. La plupart des Américains préfèrent ignorer les dommages environnementaux inévitables causés par une croissance continue plutôt que de les remettre en question. Tant que les gens ressentent les avantages de la croissance et que ces avantages l'emportent sur les dommages qu'elle cause, ils sont susceptibles d'accepter

l'idée que la croissance économique actuelle est bénigne. Si cela change, cependant, et s'il devient évident que les dommages l'emportent sur les bénéfices, alors une crise dans la perception de la croissance apparaîtra. Ce changement de perception ne manquera pas de se produire à un moment donné en raison du fait scientifique qu'une croissance continue n'est pas possible. C'est peut-être la conséquence la plus néfaste du système capitaliste. Le système est basé sur une contradiction fondamentale selon laquelle, d'une part, il doit continuer à croître, mais d'autre part, il ne le peut pas. Beaucoup de gens semblent plus disposés à accepter ne serait-ce que des illusions de croissance plutôt que d'affronter et de concilier directement cette contradiction.

Une de ces illusions de croissance est une "bulle" des marchés financiers. Les bulles du marché se produisent lorsque les spéculateurs gonflent les prix bien au-delà de ce qui serait considéré comme raisonnable. Une hausse constante de la valeur des actions ou du prix des logements peut donner à ceux qui possèdent ces actifs financiers le sentiment d'être plus riches. Si la croissance de la valeur des actifs financiers n'est pas soutenue par la croissance de l'économie réelle des biens et services, alors il ne s'agit que d'une croissance sur papier et le sentiment d'une plus grande richesse n'est qu'une illusion. De telles illusions peuvent soudainement se transformer en une dure réalité lorsque les bulles éclatent inévitablement, que les prix chutent et que la richesse sur papier s'effondre. Pour les quelques personnes qui ont vendu avant l'effondrement - comme les cadres supérieurs d'Enron l'ont fait quelques instants avant que la société ne plonge dans la faillite - la croissance de la richesse est réelle, car ils peuvent prendre leurs bénéfices et acheter des biens réels ou des propriétés. Mais pour la majorité de ceux qui perdent, leurs pertes sont également réelles car leurs économies s'évaporent. Les gagnants et les perdants se compensant, les bulles d'actions, d'obligations, d'or ou de biens immobiliers sont généralement des situations à somme nulle qui ne représentent pas une croissance réelle de la richesse, mais plutôt une redistribution vers le haut de la richesse existante. Une certaine croissance réelle peut s'accompagner de bulles, comme c'est le cas pour le secteur de la construction de logements, qui connaît un essor fulgurant, mais ces secteurs souffrent aussi énormément lorsque les bulles du marché éclatent.

Mis à part les bulles, le capitalisme est un système basé sur l'argent. La croissance est suivie et mesurée en termes monétaires ou financiers, comme la valeur en dollars du PIB ou des titres. Pour que la croissance économique soit réelle et non une illusion, les augmentations de ces mesures monétaires doivent être ancrées à la croissance réelle de la production. Dans le cas contraire, il y aura une déconnexion fondamentale entre le financier et le réel, et cette déconnexion deviendra une source d'instabilité. En d'autres termes, si le marché boursier affiche une augmentation régulière des valeurs de disons 7 % par an mais que la production réelle de biens et de services n'augmente que de 3 %, alors la richesse monétaire représentée par les cours boursiers commence à s'éloigner de ce que l'on peut acheter avec cet argent. L'argent commence à perdre son pouvoir d'achat réel et, comme nous l'avons vu au chapitre 5, une baisse soutenue de la valeur de l'argent finit par entraîner un effondrement économique. Un facteur clé du maintien de la stabilité économique est de maintenir une proportion stable entre la croissance monétaire et la croissance des biens que l'on peut acheter avec cet argent.

L'objectif primordial du capitalisme est de fournir des rendements réguliers aux investisseurs. Ces rendements sont mesurés par la croissance de la valeur des instruments financiers que les investisseurs possèdent, et pour que cette croissance soit réelle et stable, elle doit être soutenue par une croissance réelle de la production et des ventes de biens et de services dans l'ensemble de l'économie. Une idée fausse courante concernant l'impératif de croissance est qu'il est dicté par les consommateurs américains qui sont poussés par une impulsion plus profonde à acheter et à avoir plus de choses. Le phénomène culturel du consumérisme ne pousse pas l'économie capitaliste à croître, mais est plutôt un sous-produit de l'impératif de croissance du système capitaliste. Les consommateurs ne poussent pas autant les centres commerciaux pour acheter des choses qu'ils y sont attirés par le besoin désespéré des producteurs de vendre de plus en plus.

Le consumérisme : Nourrir, pas la nature

Le terme "consumérisme" est utilisé pour décrire une norme culturelle qui assimile le bien-être personnel à l'achat de biens matériels plus nombreux et de meilleure qualité. S'il s'agissait d'une impulsion humaine naturelle, alors la croissance économique suivrait naturellement la nature humaine. À un certain niveau primaire, nous pouvons constater que la croissance économique est en fait nécessaire à notre survie et à notre succès en tant qu'espèce. L'économiste Thorstein Veblen a affirmé qu'une tendance profondément enracinée des êtres humains est de voir que notre progéniture a une chance équitable de mener une bonne vie. Veblen a qualifié cette tendance d'"instinct parental". Poussée par cet instinct, selon Veblen, chaque génération cherche à améliorer son niveau de vie matériel par rapport à la précédente, ce qui entraîne une croissance économique de plus en plus importante. Si ce que Veblen nous dit est vrai, alors à un certain niveau, nous sommes par nature poussés à atteindre la croissance économique. Cet instinct primaire n'a cependant que très peu à voir avec l'impératif systémique de se développer dans ce qui est aujourd'hui une économie déjà massive de 11 000 milliards de dollars. En fait, l'instinct parental d'assurer une bonne vie à notre progéniture et une croissance continue sont en fait des objectifs contradictoires, car une croissance sans fin promet d'épuiser les ressources disponibles et de compromettre le bien-être des générations futures.

Une croissance continue implique l'utilisation de plus en plus d'intrants ou de ressources. À mesure que ces ressources s'épuisent, la capacité de production des générations futures est compromise, tout comme leurs chances d'avoir des moyens de subsistance décentes. En outre, les choses que les gens veulent vraiment pour leurs enfants - de bonnes écoles, des quartiers propres et fonctionnels, un environnement naturel sain et dynamique, la stabilité économique et la sécurité - sont celles qui ont le moins de chances d'être offertes dans le système capitaliste axé sur la croissance.

Selon M. Veblen, outre l'instinct parental, il existe un "instinct de prédateur", qui est également une tendance humaine profondément enracinée vers certains comportements. Le comportement prédateur ne se préoccupe pas tant de prendre soin des générations futures que des conquêtes et de l'épanouissement personnel. En inventant des termes tels que "émulation pécuniaire" et "consommation ostentatoire", M. Veblen a été l'un des premiers économistes à identifier l'impulsion prédatrice qui consiste à atteindre un statut social en possédant et en consommant de plus en plus de biens. Selon Veblen, des biens plus grands, meilleurs et plus nombreux sont des trophées consuméristes célébrant les prouesses et l'habileté du prédateur, comme les têtes d'animaux de taxidermie affichées sur les murs de la salle de chasse. Pour Veblen, l'existence simultanée de ces instincts - l'instinct parental de prendre soin de nos jeunes et les instincts prédateurs de consommation ostentatoire et d'acquisition compétitive - se situe dans une relation antagoniste et est emblématique de la vie moderne.

Que leur impulsion première provienne d'un instinct parental ou d'un instinct de prédateur, l'opinion généralement admise dans la culture américaine est que les consommateurs sont souverains sur le marché. La plupart des partisans et des détracteurs du capitalisme croient que la demande des consommateurs est le moteur principal des processus économiques de base. En d'autres termes, les consommateurs expriment leurs demandes sur les marchés et les entreprises les suivent consciencieusement. Les partisans affirment que la croissance sert à satisfaire les demandes des gens, et les critiques soutiennent que les gens créent égoïstement, ou peut-être involontairement, leur propre destruction avec des demandes excessives. Dans les deux cas, la ligne de causalité commence par la consommation et la consommation est le moteur de la production.

Nous contestons ce point de vue et soutenons que le consumérisme est un phénomène culturel qui a été créé dans le cadre d'un besoin systémique plus large de croissance de l'économie capitaliste. Les profits des ventes sont la source des rendements des investisseurs capitalistes, et ces rendements ne peuvent être maintenus si les

gens ne maintiennent pas des niveaux de consommation élevés. La recherche incessante de profits a créé la culture de consommation qui alimente la machine économique.

Si le consumérisme est en fait issu d'un instinct naturel de l'espèce humaine, il n'était pas évident pour la plupart des Américains au XIXe siècle. L'un des problèmes auxquels le capitalisme a été confronté tout au long du XIXe siècle était la surproduction chronique. Les entreprises produisaient des biens pour le marché, mais les gens avaient tendance à être frugaux, autosuffisants et hésitaient à dépenser leurs gains pour acheter de plus en plus de biens de consommation. Le plus souvent, les gens avaient tendance à suivre l'éthique exprimée dans les proverbes chrétiens : "Celui qui laboure sa terre aura du pain en abondance ; mais celui qui poursuit des personnes vaines aura assez de pauvreté ... Éloigne de moi la vanité et le mensonge ; ne me donne ni pauvreté ni richesse ; nourris-moi avec des aliments qui me conviennent. Pour beaucoup d'Américains à cette époque, la consommation ostentatoire - consommer ouvertement et acheter pour afficher son statut social - était inconvenante.

Au tournant du XXe siècle, les entreprises ont commencé à chercher de nouveaux moyens d'inciter les gens à dépenser une plus grande partie de leurs revenus pour des biens de consommation. Afin de vendre des biens en volume, les entreprises ont commencé à déployer des méthodes révolutionnaires conçues pour attirer les gens vers des complaisances de consommation qui étaient auparavant considérées comme frivoles ou inutiles. Dans sa description de l'Amérique du début du XXe siècle, intitulée "L'aube d'un empire commercial", l'historien culturel et auteur William Leach écrit;

"Après 1880, le capitalisme commercial américain, dans le but de commercialiser des biens et de gagner de l'argent, a commencé à créer ... un ensemble de symboles, de signes et d'incitations ... À partir des années 1880, une esthétique commerciale de désir et de nostalgie a pris forme pour répondre aux besoins des entreprises. Et comme ce besoin ne cessait de croître et de s'exprimer sur des marchés de plus en plus vastes, l'esthétique du désir et de l'envie était partout et a pris de nombreuses formes... cette esthétique est apparue dans les vitrines des magasins, les enseignes électriques, les défilés de mode, les publicités et les panneaux d'affichage".

Pour répondre à l'impératif de croissance du capitalisme, l'industrie du marketing et de la publicité est née. Dans les "années 1920", le consumérisme, façonné par l'industrie publicitaire naissante, battait son plein et s'imposait non pas comme une mode, mais comme un élément permanent et central de la culture américaine. Aujourd'hui, la publicité est une industrie de plusieurs centaines de milliards de dollars, ce qui représente environ dix fois le PIB total de l'économie américaine au début du XXe siècle, lorsque l'industrie a vu le jour.

Le capitalisme a un besoin systémique de vendre des choses. Si les gens ne montrent aucune envie d'acheter ces choses, alors la machine capitaliste s'effondrera. Pour survivre, le capitalisme doit trouver des moyens - manipulation et séduction si nécessaire - pour que les gens achètent de plus en plus de choses qui n'ont potentiellement que peu ou pas de rapport avec leur bien-être physique ou spirituel, ou celui de leur progéniture. Le consumérisme est un produit des techniques modernes de marketing qui stimulent de profondes impulsions psychologiques à consommer, non pas parce que cela les rend plus heureux, comme la consommation peut ou non les rendre plus heureux, mais parce que l'impératif de croissance de la machine capitaliste l'exige.

La croissance continue de la production et de la consommation n'est pas un hasard, elle se produit délibérément en réponse à l'exigence du système capitaliste de produire et de vendre des quantités toujours plus importantes de biens et de services. Les racines de cette exigence sont très profondes et cette exigence a dépassé la capacité de la planète à la soutenir.

Joel Magnuson est professeur d'économie à Portland, Oregon, et chercheur invité à l'Ashcroft International Business School de l'université Anglia Ruskin à Cambridge, en Angleterre. Il y a une interview vidéo de lui ici.

Le pétrole à 37\$ le baril, les majors empilent les dettes

Laurent Horvath Publié le 2 novembre 2020.



Aujourd'hui, journée spéciale aux USA. Pour l'information et surtout pour l'Histoire: le pétrole se traite à 37\$ à New York et 39\$ à Londres. Qu'en sera-t-il demain?

En regardant 2020, c'est une parfaite annus horribilis pour les compagnies pétrolières. Les chiffres du 3ème trimestre le démontrent.

En Europe, depuis le coronavirus, les pétroliers et gaziers ont vu leurs capitalisations boursières chuter de 364 milliards \$. On comprend la grise-mine des investisseurs. Aux USA, c'est pire. Les 84 faillites ont effacé \$ 89 milliards et le montant pourrait grimper à \$ 100 milliards avec la deuxième vague de coronavirus. Avec un baril à \$40, l'or noir n'est pas rentable.

Rassurez-vous. Comme les chiffres sont souvent indigestes, une pointe d'humour et du bicarbonate ont été rajoutés pour la digestion.

Avant d'entrer dans les détails chiffrés, une explication s'impose sur nos majors pétrolières préférées: ExxonMobil, Chevron, Shell et BP.

Des dettes, toujours plus de dettes

Les majors accumulent des dettes abyssales. En temps normal, ces dettes sont cautionnées par les réserves pétrolières. Cependant, la probabilité de ne plus pouvoir extraire le pétrole jusqu'à la dernière goutte, inquiète l'industrie, d'autant qu'il faut aller chercher du pétrole de plus en plus cher et de moins en moins bonne qualité.

Paradoxalement, les prix du baril restent proche des 40\$, seuil de non rentabilité. Il reste l'espoir de voir grimper les cours à 100\$, mais là, c'est l'Economie mondiale qui ne supportera pas le choc.

Afin de continuer à alimenter en cash leurs caisses, tradition oblige, les majors doivent offrir des dividendes quitte à s'endetter encore plus.

L'équation est simple: pas de dividendes, pas d'investisseurs donc pas de forages et surtout plus de chocolat!

ExxonMobil

L'américaine, proche de Trump, a annoncé son troisième trimestre négatif consécutif. La perte se monte à 680 millions \$ alors que sa production pointe à 3,7 millions de barils de pétrole par jour (-6%). L'année dernière, à même époque, elle annonçait un bénéfice de 3,2 milliards \$.

Le No 1 américain surfe sur une dette \$ 69.5 milliards pour un chiffre d'affaires de 260 milliards.

Darren Woods, son PDG, reste droit dans ses bottes. Il va continuer à offrir de larges dividendes et éviter méticuleusement les énergies renouvelables. Ainsi pour maintenir ses dividendes, 14'000 employés, soit le 15 % de son staff, vont prendre la porte. C'est vraiment cool de bosser pour une entreprise pareille, non?

Exxon va également réduire ses investissements de 23 milliards \$ à 16 milliards en 2021. Le boss (Darren Woods pas Bruce Springsteen) aimerait réduire de 30 milliards \$ les actifs dont la compagnie de gaz de schiste XTO Energy, qui avait été payée 42 milliards en 2009. A l'époque, l'opération avait été qualifiée de deal du siècle. Aujourd'hui, fiasco a remplacé deal.

Chevron

Le No 2 américain annonce une perte de \$ 207 millions contre 2,6 milliards de bénéfice sur la même période en 2019.

Son PDG, Mike Wirth, concède que le coronavirus n'est pas tendre avec ses objectifs. Comme ExxonMobil, il va licencier 15% de ses employés afin de maintenir les dividendes pour ses actionnaires.

L'entreprise pourrait également vendre des actifs, mais dans cette période de disettes, qui voudrait en acheter ?

Chevron cumule une dette de \$ 34 milliards pour un chiffre d'affaires de \$ 120 milliards. De ce côté, c'est assez bien.

Shell

Ben van Beurden, le PDG, annonce une "nouvelle ère de croissance des dividendes". Du coup, il a augmenté ses dividendes de 4 % à 16,65 ct.

Là aussi, afin de garder des dividendes, les emplois sont sabrés et les coûts minimisés. Plus de 16'000 postes ont été supprimés ce mois.

A contrario des deux américaines, au 3ème trimestre, Shell a réalisé un bénéfice de \$ 955 millions contre 4,8 milliards en 2019. Bel exploit.

Les dettes de Shell se montent actuellement à \$ 73,5 milliards. Pour vous imaginez 70 milliards \$: cela représente les dettes cumulées d'EDF et Areva avant que l'Etat français n'intervienne. C'est aussi la moitié de la fortune de Jeff Bezos, d'Amazon. Bon là, avec cet exemple, ça paraît tout petit. Mais quand même, ça représente quelques mois de salaire pour un ouvrier moyen.

BP

L'entreprise anglaise termine son 3ème trimestre sur un bénéfice de \$ 86 millions contre un bénéfice de 2,3 milliards sur la même période l'année passée.

Son PDG, Bernard Looney, a promis d'effectuer un changement stratégique et de devenir zéro carbone d'ici à 2050, mais n'a pas apporté le mode d'emploi pour y arriver.

Contrairement à Exxon, Chevron, Shell ou Saudi Aramco, BP a décidé de couper dans les dividendes. Un crime de lèse majesté dans l'industrie. Mais le changement de paradigme est à saluer.

BP aimerait vendre pour 25 milliards d'actifs d'ici à 2025, pour autant qu'elle trouve des acheteurs. Comme pour Shell, BP cumule \$ 68 milliards de dettes dont une grande partie à cause de la catastrophe DeepWater Horizon du 23 avril 2010. ([lire l'article](#))

On donnera l'avant dernier mot, au géant pétrolier Russe. Rosneft pense que BP et Shell sont en train de se créer une crise existentielle en voulant s'engager dans les énergies renouvelables.

Le mot de la fin, on le donnera au nouveau président des Etats-Unis et au coronavirus.

Énergies, Économie, Pétrole et Peak Oil: Revue Mondiale

Octobre 2020

Laurent Horvath Publié le 1 novembre 2020.



Le 1er de chaque mois, retrouvez un tour du monde des Energies. A l'agenda:

- La présidentielle américaine: Un show à 14 milliards \$
- Japon: L'eau contaminée de Fukushima déversée dans le Pacifique
- Etats-Unis: General Motors lance un Hummer électrique de 1'000 chevaux
- France: Pour 7 milliards, Engie veut importer du gaz de schiste américain
- Chine: Une voiture électrique à 5'000\$ fait un tabac
- Australie: La plus grande installation solaire dans le monde
- Libye: Le pays pourrait à nouveau exporter 1 million de b/j de pétrole.

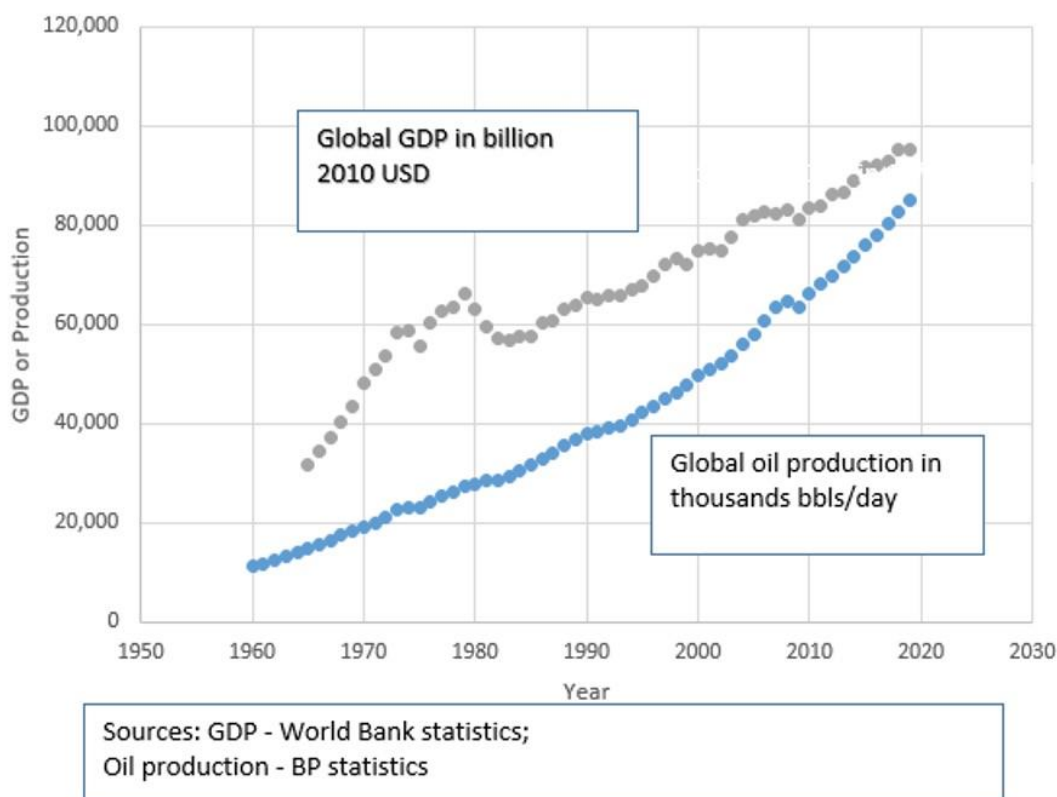
Ce mois le pétrole a chu ou a atchoumé, c'est selon. Mais dans les deux cas, le coronavirus est passé par là. Le reconfinement est synonyme de moins de trajets en voiture, moins de camelotes achetées, moins de transports en bateaux, moins d'avions. Bref, tous les composants pour que le baril de pétrole dégringole.

Finalement, il laisse des plumes pour se trouver à \$37,45 (\$40,95 fin septembre) à Londres et \$35.59 (\$39,87 fin septembre) proche de la Trump Tower.

Cette édition est illustrée par nos deux champions américains et notamment avec leurs pubs. Amusez-vous bien. D'ailleurs leur spectacle devrait soit se terminer le 3 novembre, soit commencer pour de bon.

Graphique du mois
PIB mondial et production pétrolière

Global GDP vs. Global Oil Production



Climat

Le mois de septembre aura été le plus chaud depuis 1880. L'année 2020 pourrait être la plus chaude et devancer 2016. Aucune surprise. La question est de savoir où cela va s'arrêter ?

Après les satellites qui mesurent les fuites de méthane dans les forages de gaz, un nouveau type de satellite va maintenant scruter la hauteur des océans. [Sentinel-6](#) va mettre à jour, au millimètre près, l'augmentation des niveaux des mers et des océans.

Energie

En 2020, la demande d'énergie devrait chuter de 5% cette année couplée avec une diminution de 18% des investissements, notamment dans le pétrole -8% et le charbon -7%. Les énergies propres devraient tirer leur épingle du jeu selon l'Agence Internationale de l'Energie.

Solaire

L'Agence Internationale de l'Energie annonce que le solaire est la source de production d'électricité la meilleur marché devant le charbon et le gaz. Au Moyen-Orient, des contrats solaires se sont négociés sous les \$ 2 ct le kWh et le Portugal atteint même les 1,6 ct \$. Qui l'aurait cru! En 10 ans, les prix des composants solaires ont chuté de 90%.

La marge de progression est encore grande car le taux de conversion du solaire n'est que de 17 à 20%.

En Suisse, pour une villa, le kWh revient à Frs 12-14 ct. Avec l'autoconsommation, des rendements financiers de 8 à 10% deviennent courant.

Pour la première fois depuis la création de Wall Street, un fournisseur d'énergies renouvelables, [NextEra](#), a affiché une valorisation boursière supérieure à celle des géants pétroliers ExxonMobil et Chevron.

Grâce à la pérovskite, la [National Renewable Energy Laboratory](#) américaine espère faire monter le taux de conversion des panneaux solaires à 25%. Dans certains laboratoires, ce taux arrive, en théorie, à 66%. A ces niveaux, la planète risque de déborder d'électricité.

Did Something Happen to Joe Biden? Pub supportée par Trump

Hydrogène

Pendant des décennies, l'hydrogène était considérée comme trop chère et pas très pratique. Depuis quelques mois, Wall Street a changé d'avis et loue tant sa versatilité que son utilité. Bank of America pense que le point de bascule a été atteint tant sur le côté financier que de l'utilité. (lire article: [Hydrogène notre meilleur plan B](#)).

Gros bémol. Selon l'[IRENA](#), 95% de la production hydrogène mondiale provient actuellement des énergies fossiles. L'hydrogène vert pourra changer la donne, mais il y a encore du chemin à faire. Par contre, si vous êtes un investisseur, vous y verrez de belles opportunités.

Capture CO2 et Green Washing

Les compagnies pétrolières possèdent un humour presque aussi contagieux que celui de la Banque Nationale Suisse. La main sur le coeur, ExxonMobil vante ses investissements dans la capture du CO2 afin de réduire l'impact sur le climat. Ainsi, dans son projet au Wyoming, le géant capture le CO2 du gaz naturel. Mais là où cela devient drôle <insérez un roulement de tambour ici> Exxon revend ce CO2 à des pétroliers pour faciliter la récupération du pétrole dans les gisements.

En Europe, les majors pétrolières annoncent fièrement leur participation à des programmes de capture de CO2. Ce mois, c'est BP, Total et Shell qui se réunissent pour stocker du CO2 en mer du Nord. En réalité, la technologie est chère et pas prouvée. Si le concept était un instrument, c'est le sons d'un pipeau qui s'élèverait.

Ainsi pour les majors, l'objectif est de faire de splendides communiqués de presse afin de continuer à extraire du pétrole.

Finance

Mais où est passé une partie des stimulus économiques des banques centrales ?

Selon l'UBS, le "*club des milliardaires*" cumule une fortune de 10'200 milliards \$ à la fin juillet contre 8'900 en juillet 2017 (+1'800 milliards).

Sur la même période, les revenus des milliardaires Suisse a bondi de 29% à 123,5 milliards \$.

3 ANS APRÈS LA SUPPRESSION DE L'ISF,
LES REVENUS DES 0,1% EXPLOSENT EN FRANCE



Pic Nucléaire ?

Alors que les énergies propres ont le vent en poupe, le nucléaire souffre et s'essouffle. Aurions-nous déjà atteint le peak nucléaire?

Le [World Nuclear Industry Status Report](#) souligne qu'au niveau mondial l'énergie nucléaire est devenue la production la plus onéreuse dans la production d'électricité. Même la Chine tend à réduire son plan initial, ralenti par des délais de construction et des coûts de construction dispendieux.

De plus, les déchets radioactifs ne cessent de s'accumuler et personne n'a de solution. Toujours selon la WNISR, il y a actuellement 411 réacteurs en activité soit 27 sous la quantité record et la baisse de production est de 8 GW en une année.

Vous avez regardé le premier débat?



[Dessin: Signe Signe Wilkinson](#)

Les deux pays au hit parade du mois

USA

Sans aucune surprise, tous les yeux sont tournés vers les Etats-Unis.

Les démocrates et des républicains ont réussi à [quémander 14 milliards \\$](#), soit le double de l'édition 2016. Les deux zozos se partagent le 50% du pactole alors que les sénateurs se partagent les 7 milliards restants. Honteux, indécents, normal à vous de choisir.

Où commence la corruption et où se termine la démocratie? Le Républicain, Paul Shumaker pense que *"l'argent est le nerf de la politique américaine. Il faut considérer la politique américaine comme le plus pur exemple du libéralisme économique sur cette planète."*

Le pétrolier ExxonMobil est en train d'étudier la nécessité de supprimer certains emplois aux USA et au Canada. Le nombre de licenciement sera publié après les élections présidentielles. Cette méthodologie laisse à supposer que le chiffre sera conséquent et aurait pu faire de l'ombre à Trump.

Cette année, 84 entreprises pétrolières américaines ont annoncé leur faillite contre 142 lors de la crise de 2016. Par contre, au niveau de l'ardoise, c'est un trou de 89 milliards \$ contre 70 en 2016. La 2ème vague de Corona, le virus pas la bière, pourrait pousser les pertes à plus de 100 milliards \$. Si l'envie vous prend d'investir dans le pétrole, asseyez-vous et attendez que cela passe.

Quel sera l'énergie du prochain président? ([lire article](#))

En 2019, pour la 4ème année consécutive, la consommation d'énergie renouvelable a augmenté, passant à 11% de toute l'énergie engloutie aux USA.

Le département de la protection de l'Environnement, EPA, propose que les raffineries pétrolières et les unités de production d'électricité au charbon et au gaz n'aient plus besoin de demander d'autorisations de construire ou de s'aligner sur les réglementations antipollutions.

Boeing va supprimer 7'000 emplois en 2021. En début de pandémie, il y avait 160'000 employés, il devrait en rester 130'000.

De son côté, si elle ne reçoit pas des subsides, American Airlines a menacé de licencier 32'000 employés.

General Motors a transformé une usine en fabrique de voitures électriques. La Factory Zero propose des voitures zéro-émission, zéro crash et j'ai gardé le meilleur pour la fin, zéro congestion du trafic (je vous assure qu'il ne s'agit pas d'une erreur de traduction)!

Naïvement, on aurait pu penser que GM effectue sa mue par une petite voiture, surtout pour l'option zéro congestion dans le trafic. Et bien non, GM débute avec un monstre: un Hummer électrique de 1'000 chevaux avec l'option "trouver une place de parc assez grande" certainement en option.

L'entreprise [Cruise](#) est la première à avoir reçu l'autorisation d'utiliser ses voitures sans chauffeurs dans les rues de San Francisco. Elle est la propriété de Honda, GM et du fonds japonais SoftBank détenu par l'Arabie Saoudite. [Waymo](#), propriété de Google, a également annoncé sa stratégie pour utiliser des voitures sans pilote à Phoenix, Arizona.

L'énergie éolienne supporte 120'000 emplois dans le pays avec un manque cruel parmi les techniciens.

Maui, la deuxième plus grande île d'Hawaï, poursuit les 20 plus grandes entreprises pétrolières à cause du réchauffement climatique et de l'élévation du niveau des océans qui menace l'île.

Sous l'impulsion de l'administration Trump, le département de l'Energie continue de subventionner massivement le nucléaire avec un programme de 3,2 milliards \$ pour construire 2 nouveaux réacteurs durant les 7 prochaines années. L'une des subventions de 160 millions \$ concerne [TerraPower](#), un réacteur au sodium, co-fondé par Bill Gates en collaboration avec General Electric et Hitachi, qui sont tous les deux très impliqués dans le nucléaire. On comprend ainsi mieux la promotion du nucléaire de l'oncle Bill. L'autre entreprise est [X-energy](#) qui a repris un design allemand.

Ce même département va également subventionner pour 1,4 milliards \$ l'entreprise [NuScale](#) qui se focalise dans le développement de 12 mini réacteurs de 50 MW en Utah. Le premier réacteur devrait être mis en service en 2029 avec 2 années de retard sur le planning et un dépassement de budget conséquent. Pratiquement tout l'argent de ce projet provient du secteur public.

On reste avec le département de l'Energie qui met sur la table 100 millions \$ pour les 5 prochaines années afin de remplacer le diesel par de l'hydrogène pour les camions. Le département va soutenir 2 consortiums afin de réduire les coûts de production et d'accélérer l'adoption de l'hydrogène dans le pays.

Japon

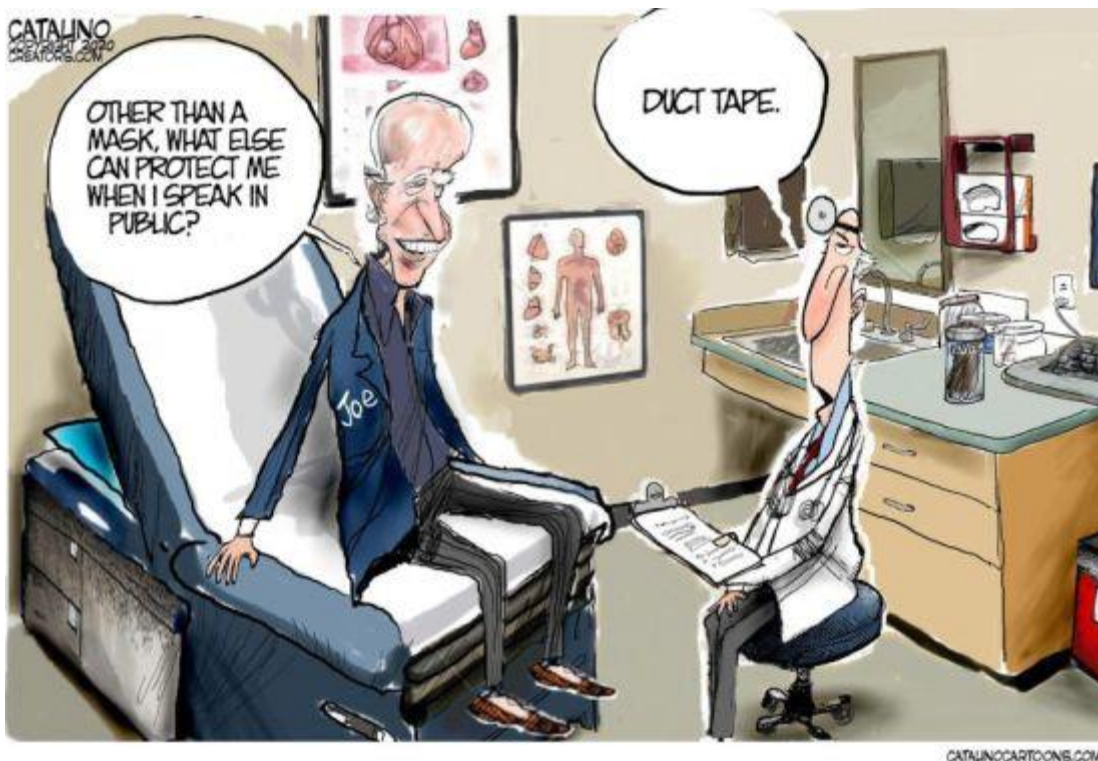
Pays très touché par le réchauffement climatique, le Japon désire devenir neutre en carbone d'ici à 2050. Le 5ème plus grand pollueur de la planète avec 1,24 milliards de tonnes d'équivalent CO2 en 2018, compte sur ses entreprises pour trouver des solutions et créer des emplois.

Le gouvernement a décidé de déverser dans le Pacifique, les tonnes d'eau radioactive utilisées pour refroidir les réacteurs de Fukushima. Les coûts de stockage sont tellement pharaoniques, qu'il est économiquement judicieux d'utiliser l'Océan comme dépotoir. La Corée du Sud et les pêcheurs de Fukushima ont annoncé leur désaccord. Initialement, ce déversement aurait dû être réalisé après les Jeux Olympiques de Tokyo, mais le coronavirus a reporté les JO d'une année. La quantité d'eau est telle, que le gouvernement ne peut plus attendre.

Le premier train japonais propulsé à l'hydrogène est en cours de construction avec Toyota, Hitachi et les trains japonais.

Selon l'[IEEJ Outlook 2021](#) de l'Institut de l'Economie et Energie, la demande de pétrole devrait atteindre son pic en 2030. Tiens, encore une institution qui prévoit le peak oil.

Pour le charbon, le pic de la demande devrait atteindre dès 2030 et le gaz devrait augmenter sa part de marché à 30% pour la production d'électricité. Les énergies renouvelables devraient grimper de l'actuel 14% à 25% d'ici à 2050.



A part un masque, qu'est-ce qui pourrait me protéger quand je parle en public?
Un ruban adhésif.

[Dessin Ken Catalino](#)

Europe

D'ici à 2050, l'énergie solaire pourrait être l'énergie principale en Europe en termes de capacité installée selon l'Agence Internationale de l'Energie.

L'Europe compte sur la rénovation des bâtiments avec une ambition de réduire de 14% leur consommation énergétique (chaud et froid) d'ici à 2030. L'exemple Suisse montre un fiasco avec un taux de rénovation inférieur à 1% par an.

On parle du transfert de la main d'œuvre automobile d'Europe en Chine. Tesla a commencé à vendre en Europe ses voitures Model 3 fabriquées en Chine.

Avant la deuxième vague du corona, le chômage touchait déjà 13,2 millions d'employés à travers le continent.

Angleterre

National Grid Plc a débuté sa phase finale afin de connecter électriquement la France à l'Angleterre avec un câble sous-marin. Dans cette configuration, la production éolienne de la Mer du Nord pourra rejoindre le continent.

L'ionBird de Rolls-Royce a terminé ses tests afin de propulser l'avion électrique le plus rapide au monde. Il s'agit d'un avion de course pas de ligne. L'objectif est de dépasser les 650 km/h. La batterie est capable de stocker de l'énergie pour 250 ménages. A terme, l'hydrogène remplacera la batterie qui alimentera le moteur électrique.

Easyjet a vendu 9 avions pour alléger la voilure. La lumière au bout du tunnel semble être un autre train qui arrive, ce qui dans l'aviation est paradoxal.

Russie

La Russie a extrait 9.93 millions b/j de pétrole en septembre, +0,6%. En mai, les quotas de l'OPEP+ limitait sa production à 8,4 millions b/j. Moscou pense que le marché pétrolier va remonter lentement, mais sûrement. Reste à trouver la date de ce renouveau. L'OPEP+ va se rencontrer à la fin du mois de novembre pour faire le point.

Le Danemark a retiré les derniers obstacles à la construction du gazoduc Nord Stream 2, qui relie en gaz la Russie et l'Allemagne. Le pays était sous une pression importante du gouvernement Trump afin de bloquer ce projet. D'ailleurs Trump a annoncé de nouvelles sanctions contre les entreprises qui participent à sa réalisation.

Le géant pétrolier Rosneft pense que BP et Shell sont en train de se créer une crise existentielle en voulant s'engager dans les énergies renouvelables.

France

Aux seins des grandes entreprises, la pandémie des égos est loin d'être confinée. Le PDG du groupe Veolia, Antoine Frérot se bat pour acheter et destituer le PDG de Suez Environnement, Bertrand Camus. Effet de bord de cette fusion, les emplois passeront à la trappe.

Sitôt vendu sa participation dans Suez Environnement à Veolia, Engie fait des siennes. Le géant français de gaz négocie depuis plusieurs mois un contrat de 7 milliards \$ avec le texan NextDecade pour des livraisons de gaz de schiste américain.

Le gaz de schiste américain est la plus polluante forme de gaz et il est plus nocif pour la planète que le charbon notamment avec ses émanations de méthane. De plus, si Engie se tourne vers les USA, c'est pour bénéficier de tarifs très avantageux.

Cependant, les marges actuelles sur la vente de gaz dépassent les 10 fois. Le client achète à 10€ ce qu'Engie achète à moins d'un euro. Pour tous les gaziers, la vente de gaz génère des bénéfices monstrueux. Acheter du schiste américain à des prix bradés, permet d'augmenter cette montagne de cash. La France n'est pas à une contraction prête sur sa stratégie climatique. Il est à noter que ce gaz de schiste se retrouve également dans les gazoducs Suisses.

La tempête Alex, une énorme bombe climatique, a ravagé le sud de la France.

Les pluies diluviennes ont ravagé les Alpes-Maritimes avec plus de 500 lt d'eau au m2 en quelques heures.

Suisse

[Philipp Hildebrand](#), Vice-Président de BlackRock et directeur du directeur de la Banque Nationale Suisse, a été proposé comme directeur de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique ([OCDE](#)). Il y a quelques années, le brave homme avait démissionné pour une affaire [d'escroquerie](#). Depuis qu'il a rejoint BlackRock, les investissements de la BNS dans le pétrole, le charbon et le gaz américain ont été démultipliés par 10. Sa mutation serait un splendide coup pour BlackRock.

L'autre sociopathe du bout du lac a démissionné sans démissionner. Avec Trump et Biden, ils remettent en lumière le livre : [Ces fous qui nous gouvernent](#).

Le fabricant de scie à silicium et de panneaux solaires, Meyer Burger, va renoncer au marché chinois accusé de *"copier sans vergogne les innovations"* selon l'entreprise.

Leclancher Capacitor, qui avait déjà passé en mains françaises, va délocaliser en Allemagne et licencier ses 12 employés helvètes. La Suisse n'est décidément pas un havre de paix pour les entreprises énergétiques innovantes.

L'émission Temps Présent a montré que le [recyclage du plastique en Suisse](#) est un gag ! Migros et Coop envoient les déchets plastiques en Asie ou les brûlent. Pourquoi aller à la Migros où à Coop et acheter des produits Nestlé ? La réponse reste une énigme.

Alors que les pays se battent pour garder leurs entreprises dans le domaine de l'énergie, la Suisse regarde passer le train. Ainsi Leclancher Capacitor, qui avait déjà passé en mains françaises, va délocaliser en Allemagne et licencier ses 12 employés. La Suisse a bradé ses start-up et PME active dans l'énergie solaire. Elle est en train de manquer le tournant de l'hydrogène. Heureusement que le pays a du pétrole, sinon son avenir énergétique pourrait être compliqué.

Covid : pour connaître le nombre [de lits disponibles](#) de soins intensifs en Suisse.



[Dessin: Signe Signe Wilkinson](#)

Allemagne

Volkswagen va couper 9'500 emplois et va fermer des usines en Allemagne. Par contre, le constructeur investit 17 milliards \$ en Chine afin de construire 15 modèles électriques d'ici à 2025. Pour le plus grand bonheur de Pékin, qui a implémenté une stratégie gagnante, le transfert de main d'œuvre de l'industrie automobile est en train de s'opérer.

L'industrie allemande de l'automobile concerne 2 millions d'emplois et pèse 5% du PIB.

L'aéroport de Berlin Brandenburg a été inauguré avec 9 années de retard et 4 milliards \$ de dépassement. Il ouvre alors que l'aviation est clouée au sol. Quand ça veut pas, ça veut pas !

Pologne

Le gouvernement polonais pourrait annoncer la construction d'une centrale nucléaire américaine pour un montant de 18 milliards \$. La Pologne voudrait réduire sa dépendance au gaz russe et aux mines de charbon qui s'épuisent ainsi qu'à la pression européenne de réduire ses émissions de CO2.

Varsovie a choisi les USA face à la Russie et la Chine. Ca, c'est pour le côté glamour.

Cependant, il y a un minuscule détail. Comme les USA ne fournissent pas d'uranium, il n'est pas impossible que la Pologne doive se tourner vers la Chine, le Kazakhstan ou la Russie pour alimenter en combustible nucléaire sa centrale.

Ukraine

L'ordinateur de Hunter Biden, fils de Joe Biden candidat à la présidence américaine, a révélé que le fils a concocté une réunion entre son papa, alors vice-président des USA et l'entreprise gazière Burisma, Vadym Pozharskyi. Pour se faire le fils Biden avait été engagé dans la direction de l'entreprise pour un salaire mensuel de 50'000\$ et un montant total de 850'000\$.

Voici un e-mail retrouvé dans son ordinateur:

"Cher Hunter, merci pour m'avoir invité à Washington et de me donner l'opportunité de rencontrer votre père (Joe Biden) et passer du temps avec lui. C'est un honneur est un plaisir." Vadym Pozharskyi, Bourisma, e-mail à l'attention de Hunter Biden, 17 avril 2015.

Laughed At. Pub de Joe Biden contre Donald Trump

Asie

Chine

L'américain General Motors fait un tabac avec sa voiture électrique [Hongguang Mini EV](#) à 5'000\$. La petite peut parcourir 170 km et 50'000 commandes ont été passées.

De son côté, en Chine Tesla a diminué ses prix de son Model 3 à \$36'800, une fois les subsides enlevés, pour faire face à la concurrence.

Pékin est en train de ratisser large afin de capturer un maximum de part de marché et d'emplois dans la construction de voitures électriques. Bloomberg pense que 500 millions de véhicules électriques seront en circulation en 2040, sans expliquer où les matières premières seront trouvées. Au même titre que les industries solaire, nucléaire et éolienne, les constructeurs automobiles européens semblent avoir perdu la partie.

Avec le coronavirus, les [milliardaires chinois](#) ne connaissent pas la crise. Dans le pays en 2020, on aura vu *"plus de richesse créée que les cinq années précédentes combinées"*. La Chine compte plus de milliardaires que les Etats-Unis. Ils sont 257 de plus que l'an dernier, à 878. Perso, je me dis que j'ai raté ma vocation. J'aurai dû faire chinois en Chine.

Inde

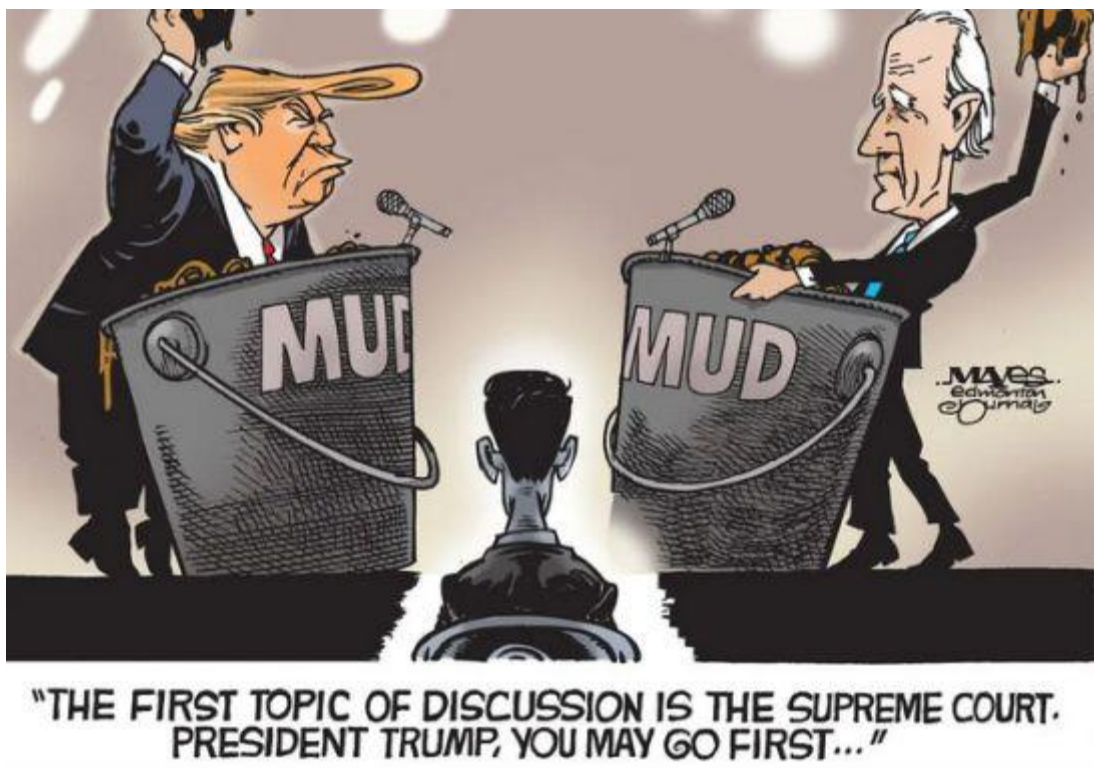
Suite au coronavirus, le PIB du pays a chuté de 24% en juin et la consommation énergétique a suivi la tendance.

L'Inde compte sur le diesel pour alimenter sa croissance économique. D'ailleurs une solide partie des voitures aux moteurs truqués ont été vendues par VW, Audi, etc. dans le pays. Cependant, depuis le corona, le diesel peine à reprendre du poil de la bête, ce qui pose un problème financier aux raffineries.

A la frontière Inde/Chine dans le plateau himalayen du Ladakh, plus de 50'000 soldats se font face à face. Tracée sur 1'597 km, la frontière est sommairement tracée et Pékin gagne mètre par mètre du terrain sur l'Inde qui n'entend pas se laisser faire.

Australie

La plus grande centrale solaire au monde pourrait voir le jour d'ici à 2026 avec une capacité de 10 gigawatts. Les 2/3 de la production sera exportée et vendue à Singapour. L'opération coûtera 12 milliards € et un câble sous-marin transportera l'électricité entre les deux pays.



Dessin: Malcolm Mayes Edmonton Journal

Les Amériques

USA Schiste

Le pétrole de schiste est devenu un enjeu de la présidentielle. Trump pense que Biden va le tuer (le schiste pas Trump) notamment en Pennsylvanie et au Texas, deux Etats important pour le pétrole et le réservoir d'électeurs. De son côté, Biden a rétrogradé sur ses positions tranchées sur le schiste. Aux USA, le 95% des nouveaux forages sont dans le schiste notamment dans le Nouveau-Mexique.

Joe Biden Would Destroy the Oil Industry. Pub Trump contre Biden

ConocoPhillips a mis 9,7 milliards \$ pour racheter Concho Resources. Un record pour l'année 2020. Conoco entre dans les cours des grands parmi Occidental et Chevron. Le pari est risqué, mais le schiste entre dans une phase de consolidation où les petits producteurs disparaissent.

Avec les faillites qui ravagent l'industrie pétrolière, les entreprises n'ont plus les moyens de reboucher les forages épuisés. Cette tâche, estimée à plusieurs dizaines de milliards \$, devra être prise en charge et financée par le secteur public.

Joe Biden will ban fracking and destroy the energy industry. Pub Trump contre Biden

Canada

Le pays a pu remettre en ligne plus de 700'000 b/j de pétrole après une coupe de 1 million. Au total, le Canada extrait 4,4 millions b/j.

Mexique

Le rêve du président Obrador est d'extraire 2,6 millions b/j de pétrole d'ici à 2024.

L'entreprise nationale Pemex, noyée sous les dettes, n'arrive toujours pas à augmenter ses extractions pétrolières par manque de fonds et de technologies.

Argentine

Le gouvernement espère attirer pour 5 milliards \$ d'investissements dans le but de développer ses gisements de gaz de schiste dans la région de la Vaca Muerta. L'objectif semble éloigné alors que la production a chuté et qu'ExxonMobil est l'un des derniers grands acteurs de la région.



[Dessin: Graeme MacKay](#)

Moyen-Orient

En plus de la chute des revenus pétroliers, les pétromonarchies sont également secouées par le coronavirus.

Arabie Saoudite

Le pic de la demande de pétrole pourrait arriver dans une dizaine d'année selon le fonds d'investissement souverain du pays. Ce qui est intéressant, ce n'est pas la date, mais le fait que le pays parle de peak oil.

Le pays a effectué sa première livraison «d'ammoniaque bleue» à Tokyo. Le Japon l'utilise afin de générer de l'électricité. Le royaume converti le pétrole en hydrogène et ensuite en ammoniaque tout en récupérant le CO2 pour ses forages.

Bien que le pays tente de monter un certain aplomb économique, la réalité d'un baril à 40\$ pourrait creuser un trou de 490 milliards \$ entre 2020 et 2023.

Saudi Aramco et l'entreprise Saudi Basic Industries Corporation (SABIC) sont en train de réévaluer les objectifs du projet pétrole-à chimie et notamment du plastique. Les angles du projet de 20 milliards \$ pourrait être arrondi.

L'Etat Islamique appelle ses membres à cibler l'Arabie Saoudite à cause de son rapprochement avec Israël. Dans les viseurs : les installations pétrolières, raffineries ou pipelines.

Le PIB du pays a chuté de 7%, ce qui est un bon score en comparaison avec certains pays de la région. Cependant, la baisse des cours du baril avec le coronavirus montrent l'urgence de diversifier l'Economie, à moins que le réchauffement climatique le rende invivable.

Israël

Après un accord de collaboration et de paix au mois d'août, les Emirats Arabes Unis et Israël ont signé un accord afin de livrer le pétrole Arabe en Europe via un pipeline, qui connecte la Mer Rouge à la Méditerranée. Bon, il va falloir attendre un peu, car le président turc, Erdogan, pourrait s'y opposer.

Sous le sponsoring de l'administration Trump, le Soudan vient également de signer un accord de paix et de reconnaissance d'Israël, après Bahreïn et les Emirats Arabes Unis. Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu offre à son ami Trump des succès avant l'élection et profite de l'aubaine.

Comme retour d'ascenseur, Israël pourra acheter [des bombardiers F-22](#) et ses bombes de 14 tonnes, ainsi que des F35 et des hélicoptères V22 aux américains et conserver une longueur d'avance sur les autres pays de la région.

How to Spot a Zombie, pub Trump contre Biden

Afrique

Libye

Depuis le 18 septembre, le général Haftar a autorisé l'exportation de pétrole. De moins de 100'000 b/j, le pays serait en train d'extraire 500'000 b/j avec la perspective de voir de l'argent revenir dans les caisses d'un pays en grande peine. L'objectif d'extraire 1 million b/j pourrait être atteint.

L'arrivée du brut Libyen sur les marchés et de la nouvelle vague de corona poussent les prix à la baisse.

Phrases du mois

"A l'Agence Internationale de l'Energie, nous croyons que le temps de l'hydrogène est arrivé." Fatih Birol, directeur.

"L'exploitation de charbon, de l'industrie du gaz naturel et le pétrole ne seront pas fondamentalement modifiés. Ils sont déjà en transition. Ce que je dis, c'est que nous ne continuerons pas de subventionner, d'accorder des allègements fiscaux aux pétrolières qui s'élèvent aujourd'hui à 40 milliards \$. Ils n'obtiendront pas cela, et cet

argent sera investi dans la recherche et le développement pour comprendre comment capturer le carbone ce qui se dégage du gaz et du pétrole." Joe Biden

"With the tremendous progress we have made over the past three years, America is now energy independent." Donald J. Trump

Sources: avec Tom Whipple d'ASPO USA et Resilience.org et l'humour des chroniques matinales de Thomas Veuillet Investir.ch, des images de Patrick Chappatte et toutes les informations diverses et variées, récoltées dans différents médias à travers le monde. Pour lire la revue complète 2000Watts.org

L'écologie "punitive" est-elle vraiment punitive ?

Fabrice Bonnifet 03 nov. 2020



ÉDITO - A l'argument climatique qui nécessiterait de changer nos habitudes est systématiquement opposé le refus "d'une écologie punitive". Mais, selon Fabrice Bonnifet, président du C3D, le collège des directeurs du développement durable, diminuer nos besoins en énergie n'est pas une option. En revanche, on peut choisir de ne pas le subir.

Après avoir ignoré pendant des décennies l'évidence des effets délétères des activités humaines sur l'environnement, les réfractaires au bon sens commencent à reconnaître qu'il va falloir sérieusement penser à changer nos comportements, si on souhaite maintenir une économie viable dans un monde fini en ressources. On peut également ajouter maintenir la vie tout simplement. Alors OK pour changer mais à condition que.... rien ne change !

Pour cela, les très récents convertis à l'écologie sans contrainte, préconisent des engagements volontaires, des incitations positives, des subventions généreuses, bref que des mesures qui en réalité ne fonctionnent pas dans la durée. Et lorsqu'on leur suggère des mesures plus coercitives comme des, taxes, réglementations, normes, quotas, interdictions... qui généralement se révèlent un peu plus efficaces, on a immédiatement droit à l'argument définitif du : *"non à l'écologie punitive !"*.

Il va falloir rapidement arrêter de rêver à Mars en SpaceX et revenir sur Terre à vélo. L'urgence climatique exige de diminuer nos émissions de CO2 d'au moins 6% par an jusqu'en 2050- Fabrice Bonnifet, président du C3D, le Collège des directeurs du développement durable

C'est vrai quoi, ça suffit les lobbies verts, ne touchez pas à notre sacro-sainte liberté d'entreprendre et de consommer, on doit bien pouvoir sauver la planète en continuant à faire comme avant, non ? Un SUV électrique à la place d'un SUV diesel, un champ d'éoliennes à la place d'une centrale au charbon, du bioéthanol de betterave tueur d'abeilles à la place de l'essence, de la croissance verte à la place de la croissance tout court, sans oublier bien sûr le futur avion à hydrogène à la place du ringard avion au kérosène.... Et hop le tour est joué, sans effort, sans douleur, sans renoncement, sans changement, bref : sans punition. Généralement, l'optimiste par nature, l'ignorant de la relation entre l'énergie et l'économie, le transhumaniste en mal de reconnaissance, le technophile invétéré, l'économiste de la vieille école et parfois, le politique, tous aiment à croire que l'économie verte va prolonger linéairement l'économie carbonée. C'est rassurant.

Il va falloir rapidement arrêter de rêver à Mars en SpaceX et revenir sur Terre à vélo. L'urgence climatique exige de diminuer nos émissions de CO2 d'au moins 6% par an jusqu'en 2050. Au mieux la capacité d'amélioration globale de l'économie en matière d'efficacité énergétique par euro de PIB pourra atteindre 1,5% par an. En conséquence, agir réellement pour retarder l'emballlement du climat signifie une contraction du PIB de 4,5% par an en moyenne, soit un demi Covid par an pendant 30 ans. Oups ! Et oui PIB = énergies fossiles, ces dernières composant plus de 80% du mix énergétique mondial ! On peut concevoir que certains aient du mal à comprendre cette évidence. On peut tricher avec tout sauf avec les lois physiques.

Se fixer des limites n'est pas incompatible avec notre confort de vie

Alors, faut-il subir ou faut-il agir ? Il reste l'option de choisir de continuer d'émettre toujours autant de CO2 et même toujours un peu plus pour soutenir la croissance verte, grise, bleue ou rose, mais alors les certitudes des opposants à l'écologie punitive s'arrêteront encore plus vite. Nous savons que ce n'est pas la déplétion inexorable des énergies fossiles qui permettra de préserver le climat : il en reste beaucoup trop. En revanche il ne reste pas suffisamment de pétrole liquide pour satisfaire la demande mondiale actuelle. Dans moins de 10 ans, l'Europe manquera de pétrole car les pays producteurs ne pourront plus fournir toute la planète. Si nous n'anticipons pas immédiatement cette raréfaction annoncée, la double "punition" du dérèglement climatique et des crises pétrolières à répétition, sera pour nos économies, et donc pour la vie quotidienne de millions de gens, bien plus sévère qu'une mise au régime consentie sur la base d'une sobriété expliquée, choisie, assumée et avantageusement régulée.

Pour prendre la décision d'accompagner la frugalité en tout domaine, il faut du courage, de la lucidité et accepter de se former pour comprendre que l'économie est avant tout de l'énergie qui transforme des matières premières que l'on trouve dans la nature. Le danger ne provient pas de ce que nous ignorons, mais de notre entêtement à poursuivre ce que nous savons faux, comme si les effets de ce mensonge, parce qu'il est collectif, nous épargneront. Et il conviendra également d'établir un nouveau modèle de société qui promouvra la performance immatérielle et la qualité des relations humaines en symbiose avec le vivant, et dans lequel on acceptera enfin de se fixer des limites dans l'usage des ressources, ce qui n'est, en aucun cas incompatible, avec l'essentiel du confort matériel de notre époque. Prétendre que nous y arriverons sans nouvelle règle, c'est comme espérer stopper un virus mortifère en continuant de faire comme s'il n'était pas là !

Sous la pression de l'État et des ONG, Engie renonce à un gros contrat d'importation de gaz de schiste américain

Concepcion Alvarez avec AFP Publié le 04 novembre 2020 , NovEthic.fr

Suite à la pression de l'État actionnaire et des ONG, Engie vient de renoncer à un contrat d'importation de gaz de schiste américain. Vivement contesté, ce projet ne cadrerait pas avec les ambitions de la France sur les

hydrocarbures non conventionnels. En outre, il aurait permis de financer le projet de terminal méthanier de Rio Grande, au sud du Texas, dont la décision d'investissement est remise en cause par la crise pétrolière.



Dans le cadre de cet accord, Engie se serait engagé à importer chaque année, entre 2025 et 2045, jusqu'à 36 cargos de gaz de schiste liquéfié exporté via le terminal méthanier de Rio Grande LNG, au sud du Texas.
@Rio Grande LNG

Le groupe français Engie a renoncé à un contrat géant d'importation de gaz de schiste américain, qui était contesté par des défenseurs de l'environnement et l'État actionnaire. *"Engie a décidé de ne pas donner suite aux discussions commerciales avec NextDecade sur ce projet de fourniture de gaz"*, a confirmé une porte-parole d'Engie mardi 3 novembre. Ce contrat était estimé à près de 7 milliards de dollars et portait sur du gaz naturel liquéfié (GNL). Il aurait été issu de gaz de schiste produit par fracturation hydraulique.

Or, ce mode d'extraction est interdit en France et très critiqué par les défenseurs de l'environnement. Dans le cadre de cet accord, Engie se serait engagé à importer chaque année, entre 2025 et 2045, jusqu'à 36 cargos de gaz de schiste liquéfié (3 millions de tonnes) exporté via le terminal méthanier de Rio Grande LNG, au sud du Texas. La décision d'investissement dans cette immense infrastructure est sans cesse repoussée en raison de la crise et de l'instabilité du secteur outre-Atlantique.

Société générale, prochaine cible

L'État français, actionnaire d'Engie à près de 24 %, s'était opposé à cet accord qui *"ne correspondait pas à notre politique de transition écologique"*, indiquait cette semaine une source gouvernementale. La position d'Engie aurait été d'autant plus difficile à défendre que la France s'est engagée [à ne plus apporter de garanties publiques de crédit à l'exportation pour des projets de gaz ou de pétrole de schiste](#). Les ONG environnementales, elles aussi vent debout, ont salué le revirement d'Engie.

"Le rejet par le gouvernement et Engie de ce contrat est une nouvelle reconnaissance explicite des ravages climatiques, environnementaux et sociaux du gaz de schiste", a commenté Lorette Philippot, chargée de campagne aux Amis de la Terre France, dans un communiqué. *"Quelle que soit l'issue des élections [américaines], nous attendons de la France une politique cohérente de tolérance zéro vis-à-vis des hydrocarbures non-conventionnels. Cela exige de refuser d'importer et de consommer des pétrole et gaz de schiste, comme nous avons refusé d'en produire il y a bientôt une décennie"*, ajoute-t-elle.

En début de semaine, des parlementaires Républicains avaient écrit à Emmanuel Macron afin que le gouvernement renonce à faire pression sur Engie dans ce dossier. Les membres du Congrès avançaient que le gaz américain émettait moins de gaz à effet de serre que le gaz russe et algérien importé par la France. Ce contrat était décisif pour NextDecade qui devait utiliser une partie des fonds pour financer le terminal Rio Grande LNG. Parmi les acteurs français encore en lice dans ce projet vivement contesté, il reste Société Générale, qui joue un rôle de conseiller financier.

Il est temps de se débarrasser de l'énergie solaire subventionnée et de s'intéresser sérieusement à la production d'électricité fiable et abordable

par stopthesethings 6 novembre 2020

Il n'y a pas grand-chose de mal à l'énergie solaire, si ce n'est son coût exorbitant, sa livraison limitée et peu fiable et le cocktail toxique laissé derrière lorsque les panneaux expirent après une décennie de service et finissent par être écrasés dans des décharges.

Dans les endroits reculés, alimentés par des batteries et des générateurs diesel, l'énergie solaire est logique. En revanche, dans les centres urbains peuplés et dans les foyers et locaux commerciaux déjà connectés à des réseaux électriques fiables et fonctionnels, elle n'a aucun sens.

Et cette proposition est tout aussi valable aux États-Unis. Comme l'explique Donn Dears ci-dessous.

Les limites de l'énergie solaire

Power for USA

Donn Cher 25 septembre 2020



Il existe deux types d'énergie solaire, le solaire photovoltaïque (PV) et le solaire à concentration. De plus, il existe trois types de solaire à concentration : Tour, auge et parabolique.

L'énergie solaire n'est fondamentalement pas adaptée à l'utilisation aux États-Unis, en partie parce qu'elle n'est pas fiable. En fait, le solaire n'est pas nécessaire aux États-Unis.

Les États-Unis ont la chance de disposer d'abondantes réserves de gaz naturel, où les centrales électriques au gaz naturel (NGCC) sont les moins coûteuses à construire, fournissent l'électricité la moins chère et sont fiables.

PV Solaire

Le PV Solar est probablement le plus connu car il peut être installé sur les toits en plus des champs ouverts. De ce fait, les installations PV ont été vues par des millions de personnes.

Les installations PV Solar ne sont que marginalement viables dans les régions où les niveaux d'insolation sont élevés, ce qui ne se produit que dans le sud-ouest des États-Unis. Même en Floride, il faut onze ans à un propriétaire pour récupérer un investissement dans une installation solaire photovoltaïque sur un toit. Dans les États du nord, les niveaux d'insolation sont trop faibles pour que le solaire photovoltaïque ait un sens économique... d'autant plus que la neige et la glace réduisent la production d'électricité.

Le solaire à concentration

Il y en a 90 (76 centrales en auge et 14 centrales à tour) dans 14 pays. Parmi celles-ci, 31 disposent d'une sorte de stockage thermique, généralement du sel, qui permet aux centrales de fonctionner pendant 2 à 10 heures après le coucher du soleil.

Ces installations de stockage thermique ont connu de gros problèmes.

En fait, la concentration de l'énergie solaire a posé tellement de problèmes que le Laboratoire national des énergies renouvelables (NREL) a publié un rapport, intitulé "Best Practices", qui identifie un grand nombre des problèmes liés à la concentration de l'énergie solaire.

Seulement 9 des 90 installations ont été construites aux États-Unis, les autres ayant été construites dans le monde entier. Les 9 sont : Trois tours Ivanpah, deux tours Genesis, une seule tour Nevada et deux installations en auge Mojave.

La 9e, la tour Crescent Dunes, a été fermée en raison d'une défaillance de l'équipement, principalement du système de stockage thermique du sel.

Le solaire à concentration n'est même pas économiquement viable dans le sud-ouest des États-Unis, où les niveaux d'insolation sont les plus élevés.

Selon le rapport du NREL, le coût nivelé de l'électricité (LCOE) pour le solaire à concentration est d'environ 20 cents par kWh, alors que le LCOE des centrales électriques à concentration est de 6 cents par kWh.

En outre, la centrale électrique du NGCC est fiable et fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, toute l'année.

Ivanpah, est probablement l'installation la plus spectaculaire des États-Unis, car elle utilise trois tours où une véritable mer de miroirs concentre la lumière du soleil sur les récepteurs situés au sommet de chaque tour.

Les oiseaux qui volent à travers la lumière solaire concentrée sont tués par les faisceaux lumineux intenses et chauds.

Les systèmes à auges reposent sur de longues rangées d'auges dont la forme parabolique concentre la lumière du soleil sur un tube qui transporte un fluide qui entraîne un turbogénérateur.

La séparation de l'hydrogène du fluide a été un problème majeur dans ces installations.

Le troisième type de concentration solaire est le système parabolique, comme le montre la photo ci-jointe, où la lumière du soleil est capturée par le réflecteur parabolique et ensuite focalisée sur un récepteur.

La lumière du soleil chauffe un fluide qui fait tourner un moteur à combustion interne qui produit de l'électricité.

Peu, voire aucun, de ces systèmes paraboliques n'ont été utilisés commercialement.

Bien que l'énergie solaire ne soit pas économiquement viable aux États-Unis, elle peut être utile ailleurs dans le monde. Des pays comme l'Espagne et le Maroc, qui manquent de gaz naturel ou de pétrole bon marché, peuvent trouver l'énergie solaire rentable.

Les producteurs de pétrole, comme l'Arabie Saoudite, peuvent utiliser l'énergie solaire pour éviter d'utiliser du pétrole ou du gaz naturel de valeur pour produire de l'électricité, ce qui permet au pays de vendre le pétrole et le gaz naturel sur le marché mondial avec un profit important.

Conclusion

Le photovoltaïque a une utilité marginale dans le sud et le sud-ouest des États-Unis, mais peu de valeur ailleurs dans les 48 États du bas de l'échelle. Si des batteries sont incluses dans une installation, les coûts peuvent dépasser de loin les avantages.

Tous les types de solaire à concentration devraient être abandonnés aux États-Unis.

L'énergie solaire à concentration est coûteuse à construire, génère de l'électricité coûteuse et n'est pas fiable.

Power for USA

PATRICK REYMOND : PELE MELE DU 6/11/2020...

6 Novembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

- Première débilité dite : "le virus est là pour toujours". En effet, mais c'est une évidence. Le virus fait comme tous les virus, contamine le plus de monde possible. Et hop, on l'oublie, notre corps l'a assimilé et on en parle plus. Il faudrait qu'elle apprenne son job, la (Censuré).

- Mortalité Covid. Au 30 octobre (source INSEE), pas de surcroît de mortalité. Il faut avouer la vérité. Hors Covid, étions nous devenus immortels ???

- Débandade économique, le FMI pense que la récession sera plus importante qu'avoué par le gouvernement. Quand à penser qu'elle sera en "V", c'est sans doute par abus de fumage de moquette.

- Haute Garonne : Ouiiiiiiiiiiiiiiiiiiiii... ça fait mal Airbus.

- Marché automobile, en récession profonde aussi.

- [Paris](#), la maire fait les poches des automobilistes. Ce qui est con, c'est de vouloir les éliminer en même temps. Il faudra penser à l'achat d'un cerveau.
- [Commerces](#) ouverts ou fermés, ça sent la Jacquerie.
- [Espagne](#), retour au trou du cul du monde que ce pays était avant le fossile : le tourisme a baissé de 75 %.
- [Les Majors du pétrole](#) accumulent les dettes en voulant, à tous prix, distribuer du dividende. C'est, paraît-il, pour "pouvoir investir". De fait, au lieu de flanquer des perles aux porceux, s'ils avaient investis leurs dividendes, ils n'auraient pas ce problème d'endettement.
- [Les raffineries](#) de pétrole, elles, sont dans le rouge vif.
- [Les loyers professionnels](#) seront appelés à baisser. Parmi les mythiques "charges", qui écrasaient les entreprises (toujours les taxes, jamais les loyers), ce sont, de fait, les plus importantes, bien que jamais décriées. Elles sont à la croisée des chemins. La pente naturelle vers l'augmentation des loyers est bloquée, et même s'inverse, mais les sociétés ont du mal à percuter mentalement. Le fait qu'un investissement, même la pierre (et surtout elle), c'est risqué, ne leur a jamais parlé.
- [Foutaballe](#) : après médiapro, c'est un autre financeur qui se sent mal. Les joueurs devront demander un stage de formation professionnel en fonction de leurs capacités. [Serveurs de frites](#) par exemple, s'ils y arrivent. Merde, les restaurants sont fermés.
- [Thai Airways](#) en faillite, met ses appareils en vente. En ce moment, faut avoir le moral. A part y créer des restaurants (fermés aussi) on se demande à quoi ça peut servir.

SECTION ÉCONOMIE



Le coronavirus mute chez le vison et réinfecte l'homme

Publié le 6 novembre 2020 à 12:00:39 / 1 commentaire / 459 vues

Chaque semaine, chaque mois qui passe avec ce coronavirus qui se promène dans la nature de façon plus large, augmente le risque d'une mauvaise rencontre entre différents... Lire la suite



WARNING ! Une RÉCESSION de -40% pourrait survenir aux ÉTATS-UNIS

Publié le 5 novembre 2020 à 22:00:27 / 2 commentaires / 769 vues

La COVID-19 et les incertitudes politiques liées à l'élection présidentielle américaine ne sont qu'une partie de l'iceberg qui menace de fondre aux États-Unis. Et... Lire la suite



Je vous l'annonce,... les peuples seront finalement responsables des 2 500 000 milliards \$ de produits dérivés de dettes et de passifs non capitalisés

Publié le 6 novembre 2020 à 10:00:22 / 0 commentaire / 472 vues

Nous sommes à une époque où les événements exceptionnels seront la norme. Le monde n'a jamais été aussi éloigné d'un équilibre harmonieux. Les

peuples seront... Lire la suite



Les taux d'intérêts étaient au-dessus de 15% dans les années 1970... Il est probable que nous voyions à nouveau ces niveaux, voire des niveaux encore plus élevés

Publié le 6 novembre 2020 à 08:00:04 / 2 commentaires / 614 vues

Les taux d'intérêts étaient au-dessus de 15% dans les années 1970 et au début des années 1980, au Royaume-Uni et aux États-Unis, par exemple. Il est

probable que... Lire la suite



Ponzi Economy: La dette US a été multipliée par 1882 en 100 ans !

Publié le 6 novembre 2020 à 06:00:42 / 0 commentaire / 272 vues

En 1913, la dette totale des États-Unis s'élevait à 39 milliards \$. Aujourd'hui, elle se situe à plus de 73 433,638 milliards \$, soit 1882 fois plus. Mais cela... Lire la suite



Un Bilan Economique Catastrophique !... Vous y croyez encore à une reprise en 2020 ?... Thami Kabbaj vous explique tout !

Publié le 5 novembre 2020 à 22:30:05 / 0 commentaire / 598 vues

Plusieurs économistes renommés ont parlé de cette fameuse reprise en V ! Une situation où la crise est derrière nous... La bourse US a bien rebondi

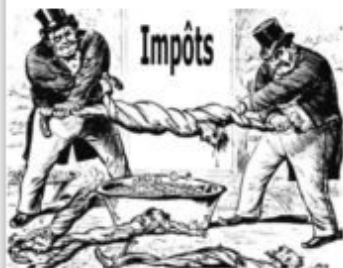
certes, mais... Lire la suite



Marc Touati: "La pandémie aura la peau de l'économie française et celle de la Zone euro !"

Publié le 5 novembre 2020 à 21:30:53 / 6 commentaires / 1 029 vues

Comme nous le craignons, en espérant néanmoins que cela ne se produirait pas, les dirigeants français ont décidé de replonger la France dans un confinement... Lire la suite



Taxes foncières: plus de 30% d'augmentation en 10 ans

Publié le 5 novembre 2020 à 18:00:18 / 0 commentaire / 359 vues

Dans certaines villes, la taxe foncière a explosé en 10 ans. Investissement dans des équipements urbains ou catastrophe naturelle, les explications sont nombreuses. Vers... Lire la suite

WARNING ! Une RÉCESSION de -40% pourrait survenir aux ÉTATS-UNIS

Or.fr Le 05 Nov 2020



https://www.youtube.com/watch?time_continue=1&v=Wfon56OUgTg&feature=emb_logo

La COVID-19 et les incertitudes politiques liées à l'élection présidentielle américaine ne sont qu'une partie de l'iceberg qui menace de fondre aux États-Unis. Et si une récession de -40% survenait dans les prochaines semaines ou prochains mois ? Alors que les derniers résultats donnent Joe Biden favori face à Donald Trump, il se pourrait bien que le pays ne soit définitivement pas au bout de ses peines. En effet, avec l'appui technique de Charles Gave, Richard Détente vous présente une analyse poussée des différents types de crises.

Ponzi Economy: La dette US a été multipliée par 1882 en 100 ans !

Source: or.fr Le 06 Nov 2020



En 1913, la dette totale des États-Unis s'élevait à 39 milliards \$. Aujourd'hui, elle se situe à plus de 73 433,638 milliards \$, soit 1882 fois plus. Mais cela n'est qu'une partie de l'histoire. En 1913, il n'y avait pratiquement aucun passif non capitalisé. Aujourd'hui, ils représentent 130 000 milliards \$. Alors, en ajoutant la dette aux passifs non capitalisés, on obtient un passif total de 203 433,638 milliards \$.

En 1913, le ratio dette/PIB américain était de 150%. Aujourd'hui, en incluant les passifs non capitalisés, cela nous donne presque 1 000%. Voilà le fardeau qui pèse sur les Américains ordinaires, un fardeau qui brisera les Américains et l'économie américaine, ainsi que le dollar.

Tandis que les gens ordinaires sont aux prises avec des dettes qu'ils ne pourront jamais rembourser, les banquiers et l'élite, le fameux 1%, ont fait des profits en (ab)usant de l'effet de levier que l'expansion de crédit a créé et, ainsi, amassé d'immenses fortunes.

C'est pourquoi nous avons cette énorme inégalité de richesse. Les gens ordinaires n'ont pas encore réalisé qu'ils sont responsables de cette dette. Bien sûr, ils ne la rembourseront jamais, et personne d'autre ne le fera. Les gouvernements essaieront de régler le problème en imprimant encore plus de monnaie, exacerbant ainsi le problème. Cela conduira à une inflation élevée qui mutera en hyperinflation, quand les taux d'intérêt atteindront 15-20%, voire plus. À ce moment-là, les banques centrales auront perdu le contrôle de leur manipulation des taux d'intérêt.

Le monde découvrira alors que l'impression monétaire n'a aucun effet, étant donné que la monnaie imprimée ne pourra jamais créer de richesse.

Je vous l'annonce,... les peuples seront finalement responsables des 2 500 000 milliards \$ de produits dérivés de dettes et de passifs non capitalisés

Source: or.fr Le 06 Nov 2020



Nous sommes à une époque où les événements exceptionnels seront la norme. Le monde n'a jamais été aussi éloigné d'un équilibre harmonieux. Les peuples seront finalement responsables des 2 500 000 milliards \$ de produits dérivés de dettes et de passifs non capitalisés. Rien de tout cela ne sera remboursé, et cette somme astronomique augmentera de façon exponentielle à mesure que les gouvernements accéléreront leur création monétaire, dans une futile tentative de sauvetage d'un système plus que bringuebalant.

De l'autre côté de la balance, il y a une très petite élite, une fraction de 1%, qui détient la majeure partie des actifs mondiaux. Mais ils ne sont évidemment pas garants de cette dette créée afin que les riches puissent continuer à accroître leur capital sur le dos des gens ordinaires qui, en termes réels, voient leur situation s'empirer au fil des années.

« Open bar !! L'Allemagne accepte la stratégie d'argent gratuit de la BCE ... ! »

par [Charles Sannat](#) | 6 Nov 2020



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Non, les bars ne sont pas tous fermés, et si vous ne pouvez plus vider quelques pintes tranquillement dans un pub anglais ou dans un bar parisien, si vous ne pouvez plus vider un spritz en Italie accompagné d'antipasti, sans oublier les pichets de sangria servis avec des tapas, il est un bar où l'activité ne diminue pas, c'est le comptoir de la BCE comme vous l'aviez deviné.

Au zinc de la banque centrale vous pouvez commander à volonté. Pinte de rachats d'actifs, demi de taux d'intérêt négatifs, Jéroboam de quantitativ easing, et autre magnum de pognon frais accompagné de salade d'oseille. Bref, c'est l'open bar ! D'ailleurs on parle d'opération d'Open Market... j'en rigole. Bon cela reste de l'humour d'économiste !

La grande nouvelle, c'est que nous allons pouvoir picoler encore plus tous ensemble dans une beuverie générale de fric et d'argent inventé.

Et oui... même les Allemands sont d'accord pour le pognon pour tous, c'est dire soit dit en passant la gravité de la situation.

Soit on imprime autant que nécessaire, soit boum, on explose en vol. Alors pragmatiques nos voisins Allemands optent... pour l'impression en coeur !

Weidmann (BCE) soutient l'assouplissement, mais pas indéfiniment

D'après l'agence Reuters ([source ici](#)) « Jens Weidmann, le président de la Bundesbank allemande, a exprimé jeudi son accord avec les mesures exceptionnelles prises par la Banque centrale européenne (BCE) face à la crise du coronavirus tout en mettant en garde les gouvernements contre une accoutumance aux financements à bas coût.

Jens Weidmann, considéré comme le principal tenant de l'orthodoxie monétaire au sein de la BCE, a dit s'attendre à ce que les conséquences économiques de cette deuxième vague soient moins lourdes que celles de la première, sans pour autant critiquer la stratégie de la banque centrale.

« Il est important que la politique monétaire reste expansionniste car la dégradation économique pèse sur les perspectives d'inflation et un manque de liquidité dans le système financier pourrait dangereusement aggraver la crise », a-t-il dit.

« L'argent pas cher pourrait être considéré de plus en plus comme la nouvelle norme, a-t-il dit. Dans ces conditions, même des niveaux d'endettement élevés pourraient sembler supportables pour les gouvernements. Mais que se passera-t-il si les conditions changent ? »

Un « oui mais » qui en Allemand est un grand JA !!

De toutes les façons il n'y a pas le choix, et la petite remarque du genre, bon d'accord, tout le monde peut se gaver de cocaïne, mais bon, essayez de ne pas vous accoutumer, c'est à peu près aussi crédible que de demander à DSK d'appliquer la chasteté d'un moine ! Si je parle de DSK c'est parce que nous sommes dans un site sérieux qui parle d'économie et que l'ancien directeur du FMI a eu quelques mésaventures liées à la gaudriole. Bref, encore de l'humour d'économiste de grenier.

Le Jens n'y croit pas un seul instant, c'est juste du « sauvage d'apparences » pour toute la zone euro, histoire de dire, attention, on imprime mais pas n'importe comment.

C'est un peu comme le bon chasseur et le mauvais chasseur.

Il y a le bon imprimeur et le mauvais imprimeur.

Le mauvais imprimeur, il imprime mais bon... alors que le bon imprimeur, il imprime et là, ça change tout !

Hahahahahahaha, encore de l'humour d'économiste de grenier. Mon chat parachute (doré) en ronronne de plaisir.

L'imprimatur de Weidmann...

Comme Jens vient de donner à la Kommandur monétaire dirigée par Lagarde son imprimatur pour imprimer (je vous l'ai déjà dit c'est de l'humour d'économiste), alors les rotatives vont accélérer.

Et il y a quelques petites leçons à en tirer.

1/ Argent gratuit pour longtemps.

2/ Crédit pas cher.

3/ Bulles de tous les actifs encore plus bullesques (actions, obligations, immobilier et métaux précieux).

4/ Si l'Allemagne accepte la fuite en avant c'est que c'est vraiment... la merde !

Comme le disait le Maître avec qui j'échangeais hier sur notre canal crypté, « c'est beau une fin du monde, mais c'est long ».

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Grande-Bretagne : La Banque d'Angleterre envisage des taux d'intérêt négatifs

D'après des indiscretions du journal The Telegraph, traditionnellement très bien informé, la Banque d'Angleterre (BoE) envisagerait d'utiliser des taux d'intérêt négatifs.

Il est possible que la publication des conclusions du Comité de politique monétaire de la BoE nous donne quelques informations complémentaires.

En attendant d'éventuel taux négatif, tous les économistes outre Manche s'attendent à une augmentation d'environ 100 milliards de livres sterling du montant du programme d'achats de titres sur les marchés de la banque centrale anglaise.

Partout, dans tous les pays, l'argent imprimé et sans valeur coule à flots et dans un monde de changes flottants quand tout le monde imprime à la même vitesse les parités de changes ne changent pas !

Charles SANNAT Source [Boursorama.com](https://www.boursorama.com) [ici](#)

Le coronavirus mute chez le vison et réinfecte l'homme

par [Charles Sannat](#) | 6 Nov 2020



Chaque semaine, chaque mois qui passe avec ce coronavirus qui se promène dans la nature de façon plus large, augmente le risque d'une mauvaise rencontre entre différents pathogènes.

C'est ce qui s'est passé pas très loin de la Suède, pays érigé en exemple absolu sans que l'on prenne le temps d'expliquer les différences de mode de vie dans ce pays qui expliquent largement le succès de la lutte contre le virus, à savoir au Danemark.

Le Danemark, l'autre pays du vison, et ces petites bestioles au pelage si doux ont été infectées par le covid-19 humain.

Puis ce virus covid a muté... pour aller réinfecter dans sa nouvelle version 12 personnes !

Du coup, on va liquider la population entière de visons, soit 13 millions d'animaux.

C'est de l'humour noir d'économiste, donc que les amoureux des animaux ne le prennent évidemment pas au premier degré mais au second... le cours du manteau de fourrure va baisser dans les prochains mois !

Charles SANNAT

La population entière de 15 millions de cet animal va être abattu au Danemark

Après qu'une souche du coronavirus résistante aux anticorps a été découverte chez certains visons au Danemark, le gouvernement a ordonné de tuer tous ces animaux pour que la mutation ne se propage pas aux humains et ne réduise l'efficacité des futurs vaccins.

Le Danemark a décidé de tuer tous ses visons parce qu'ils sont susceptibles d'être porteurs d'une souche mutante du coronavirus et de la transmettre à l'homme, a déclaré le 4 novembre Mette Frederiksen, la Première ministre du royaume.

Une mutation du virus a été trouvée chez 12 personnes qui ont été infectées par des visons dans le nord du pays. Selon le ministre de la Santé Magnus Heunicke, la moitié des 783 cas humains de Covid-19 enregistrés dans cette région «sont liés» à des visons.

«Tous les visons doivent être tués au Danemark», a annoncé Mette Frederiksen lors d'une conférence de presse. Selon elle, cette souche du virus présente une faible sensibilité aux anticorps, ce qui pourrait réduire l'efficacité des futurs vaccins anti-Covid.

Endiguer la transmission

En plus de cela, cette mutation risque de se répandre dans d'autres pays:

«Nous avons une grande responsabilité envers notre propre population, mais avec la mutation qui a maintenant été découverte, nous avons une responsabilité encore plus grande envers le reste du monde», a-t-elle poursuivi. Selon les estimations du gouvernement, l'abattage des 15 millions de visons du pays pourrait coûter jusqu'à cinq milliards de couronnes danoises (785 millions de dollars), indique Associated Press. Le chef de la police nationale, Thorkild Fogde, a déclaré que «cela devait arriver le plus tôt possible».

Le gouvernement a promis d'indemniser les agriculteurs.

Des visons touchés par l'épidémie

Des fermes de visons de plusieurs pays avaient déjà constaté des cas de transmission du Covid-19 aux animaux. En octobre, les autorités américaines ont fait état d'une deuxième ferme frappée par l'épidémie de coronavirus propagée parmi les visons.

Aux Pays-Bas, au moins 600.000 bêtes ont été abattues dans les élevages de visons après que plusieurs cas de contamination par le SARS-Cov-2 ont été recensés chez les visons et deux cas de transmission à l'Homme.

Source Agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

« Malheur à toi, pays, dont le roi est un enfant » ou de l'Ecclésiaste au Covid

[Charles Gave](#) 2 November, 2020 , Institut des Libertés



La Bible est remplie de phrases mystérieuses comme celle que j'ai choisie comme titre pour cet article et il est d'usage de dire que ce genre de phrases peut avoir trois sens :

1. Littéral. Historiquement, les villes dont le roi était un enfant n'ont pas connu des sorts très enviables.
2. De bon sens : Quand la légitimité est incarnée par un enfant dont les « grands » autour de lui n'ont pas physiquement peur, la tentation est grande de s'en débarrasser, ce qui amène assez facilement à des guerres civiles.
3. Caché : Et c'est là que les exégètes et les rabbins s'en donnent à cœur-joie pour faire dire des choses au texte parfois... tout à fait surprenantes.

Bien entendu, c'est à une explication du troisième type que je vais avoir recours dans ce papier, et la voici.

Qu'est que l'enfance après tout si ce n'est la période où l'on apprend, quelque peu contraint, les règles de la vie en société, et pendant ces années, il n'est pas recommandé au « jeune » de mettre cette discipline en question. Ancien élève des Jésuites ou des lycées de la République, je peux assurer le lecteur qu'il ne valait mieux pas discuter avec les professeurs de cette époque du bien-fondé des règles qu'ils nous imposaient avec beaucoup de conviction. Les choses auraient changé, paraît-il...

Mais je vais plus loin : l'enfant, pour se construire **doit** vivre dans un monde stable où règne la Loi, communément assimilée au père. D'innombrables études montrent que le facteur déterminant dans l'échec scolaire et la criminalité chez les adolescents provient de l'absence de la figure paternelle. Dans le fond, suivre l'exemple paternel quand l'on est enfant revient à s'assurer une jeunesse heureuse.

Et puis arrive l'âge adulte où l'on doit appliquer ce que l'on a appris dans la vraie vie.

Et c'est à ce moment-là que l'on se rend compte qu'il y a des moments où il faut **parfois** désobéir aux règles et briser les tabous. Et ce jour-là, on cesse d'être un enfant et l'on devient, au mieux, capable de devenir un prince ou un roi puisque l'on devient capable de se gouverner soi-même et donc de gouverner les autres ou, au pire, l'on finit pendu.

Je prends ici l'exemple de mon père, jeune officier français en Syrie en 1941. Vichy était en train de livrer la Syrie aux Allemands et l'armée anglaise dût envahir et occuper la Syrie pour ne pas mettre en danger le canal de Suez. Vichy donna l'ordre aux 500 officiers français présents de rentrer en France, de Gaulle leur donna l'ordre de rester. Douze restèrent sous le commandement de mon père, qui ce jour-là sortit de l'obéissance infantine pour devenir un adulte.

Allons un peu plus loin.

Dans toute Nation, il y a d'abord le Peuple en qui, de nos jours, réside la Souveraineté.

Pour que la Nation soit défendue il lui faut un état, à qui sont confiés les privilèges régaliens (Défense, Justice, Police, Diplomatie) et cet état est constitué de deux parties :

1. Une administration, dont on s'attend à ce qu'elle suive des règles bien établies pour gérer au jour le jour les choses **prévisibles et répétitives**.
2. Un pouvoir politique (l'exécutif, dans notre jargon actuel, le Roi, au sens ancien du terme) qui lui sera chargé de gérer **l'imprévisible et l'inattendu**.

Si j'en crois la Bible, le pouvoir administratif peut-être confié sans dommage à ceux qui ont comme ambition de rester des enfants toute leur vie en refusant toute prise de risque, mais par contre, le pouvoir politique doit être confié uniquement à ceux qui, un jour, ont **commandé face à l'incertitude**, ont pris des risques et ont eu raison.

C'est ce que Nassim Taleb appelle « mettre sa vie en jeu ». Seuls ces individus devraient être appelés aux plus hautes fonctions car ils ont cessé d'être des enfants.

Ce qui m'amène à la question suivante : par qui sommes-nous gouvernés depuis Giscard.

Réponse : par des gens sortis de l'Ecole Nationale d'**Administration**, c'est-à-dire par des hommes et des femmes qui ont été formés à **uniquement** gérer des choses **prévisibles et répétitives**.

Et pour être le meilleur en administration, il faut :

- Avoir une mémoire de cheval,
- Aucun besoin sexuel alors que l'on a moins de vingt ans,
- Pouvoir rester assis sur une chaise sans bouger pendant des heures et donc détester le sport.
- N'avoir aucun caractère pour pouvoir ingurgiter toutes ces âneries sans jamais poser de question.
- Et surtout, surtout, avoir comme ambition de ne rien laisser faire aux autres qui ne soit prévu par des règles, c'est-à-dire empêcher les autres d'être libres.

Les Chinois en ont inventé le prototype avec le « mandarin » qui désigne le bureaucrate éminent dans nombre de langages.

Et quand les mandarins prirent le pouvoir en Chine, leur seul objectif fût, bien entendu, que rien ne change pour que tout reste prévisible et en quelques siècles, la Chine passa de première puissance mondiale à l'humiliation totale au XIX -ème et au début du XX -ème.

Chez nous les Mandarins ont pris le contrôle du pouvoir politique, d'abord avec Giscard en 1974, ensuite avec les Socialistes en 1981, et depuis nous avons été gouvernés par les Agnan de service (Agnan était le chouchou de la maîtresse dans le petit Nicolas, immortel classique de Sempé et Goscinny), au point que certains songent à rebaptiser l'ENA « Ecole Nationale des Agnan ».

Et malheureusement nos Agnan actuels et l'Agnan en chef lui-même, que nous avons élu à la suite d'un coup d'état judiciaire fomenté par les Agnan de l'ombre, ont eu à faire face à quelque chose qui n'avait pas été prévue dans leur école, une pandémie, appelée Covid 19 et les résultats ont été au moins aussi bons que quand les allemands décidèrent de ne pas passer par la Belgique mais par les Ardennes.

Rien ne nous fut épargné, que le lecteur en juge.

Commençons par une statistique qui a dû échapper à beaucoup de lecteurs. Comme chacun le sait, notre pays a été frappée par une pandémie bien pire que la peste noire ou la grippe espagnole et les traces de ce drame affreux vont se voir dans notre pyramide des âges pendant des lustres, un peu comme la saignée de 1914-1918.

Je me suis donc précipité sur les statistiques des décès en France fournies par l'INSEE pour les 8 premiers mois de cette année.

Les voici

2018 : 435270. 2019 : 433567.

2020 : Roulements de tambour, attendez-vous au pire... **437727, c'est-à-dire, aucune différence statistiquement significative avec les deux années précédentes...**

Ce qui veut dire que les pauvres gens qui sont morts seraient morts de toutes façons dans les trois mois qui suivaient. Je me demande si cela valait bien la peine non seulement de détruire l'économie de notre pays mais aussi de ruiner des centaines de petits entrepreneurs dont nombre seront acculés au suicide...

Mais alors pourquoi cette panique dans notre classe administrative ?

Laissez-moi vous expliquer.

Une classe administrative a besoin de toujours grossir pour avoir le sentiment d'exister et il y a longtemps, sous le regrettable Chirac, Juppé, nuisible entre les nuisibles, avait décidé de réformer la sécurité sociale en la ...nationalisant, c'est-à-dire en la faisant passer sous le contrôle des énarques. Et depuis, hôpitaux et maternités ont fermé en province tandis que dans les grandes villes on fusionnait à tour de bras les grands hôpitaux pour en faire des monstres inhumains et ingérables.

Peu de temps après, madame Aubry, autre énarque, ouvrait nos hôpitaux à la misère du monde entier ce qui réduisait fâcheusement le nombre de lits disponibles pour les français, sans pour autant réduire le déficit puisque les malades étrangers ne pouvaient pas payer.

Et du coup, quand le COVID 19 est arrivé, nous n'avions pas assez de lits pour traiter les malades et la télévision de nous montrer des patients dans les couloirs, des médecins surmenés, des infirmières en pleurs...

Chacun conviendra que la situation était critique, mais chacun remarquera quand même que dans les villes (Marseille vient à l'esprit) où les hôpitaux étaient gérés par des médecins et non pas par des énarques, rien de tel n'eut lieu. En fait nos énarques, pour payer les énarques qu'ils embauchaient, ont massivement coupé les budgets de la santé publique, comme l'avait fait leur grand-père, coupant les budgets de l'armée en 1936 parce que nous avions la ligne Maginot.

Et à partir de là, les erreurs n'ont cessé de s'accumuler.

Comme l'histoire l'a révélé, rien n'était prêt et personne ne savait qui était responsable, ce qui est après tout le premier but de toute administration.

- Nous n'avions pas de masques ? et bien c'était parce qu'ils ne servaient à rien avant que de coller 135 euros d'amendes si nous n'en portions pas.
- La maladie ne tuait que les très vieux ? (L'âge médian de la mort due au Covid a été de 84 ans, ce qui veut dire que plus de la moitié des morts avaient plus de 84 ans). Encore mieux, pour ainsi dire, personne en dessous de 60 ans n'est mort, sauf s'il était diabétique ou obèse. La réponse médicale simple était de demander aux vieux de rester chez eux et de bien foutre la paix aux autres. Point du tout, la décision fut prise de mettre le pays à l'arrêt et de consigner tout le monde chez soi pendant deux mois, ce qui va amener à la ruine des millions de gens, dont aucun cependant- bien entendu- ne travaille dans l'administration. Et pourquoi ?
- Parce que chacun pouvait constater à la télévision chaque soir à quel point ils avaient été nuls, ce qui froissait leur petite vanité. Et donc, ils ont transformé un problème facilement gérable, pour peu que l'on se débarrasse d'eux, en catastrophe inouï.
- Le ministère de la santé Suédois, géré par des épidémiologistes professionnels, LUI, choisit de ne consigner que les vieux (s'ils le voulaient), en arguant du fait qu'enfermer les gens ne serviraient à rien puisque la maladie était très contagieuse et donc, dès que les gens sortiraient, il y aurait une deuxième vague, surtout s'il faisait froid et qu'il valait mieux laisser faire la nature. Le 28 Octobre, 1 suédois est mort du covid et le 30 ZERO. En France, nous avons eu 256 décès pour une population sept fois supérieure. Et encore bravo !
- Et comme la deuxième vague annoncée par les Suédois est en cours et que cette vague est simplement due au confinement qui a précédé, que font nos Agnans ? Ils RECONFINENT, confirmant qu'ils sont bien fous selon la définition d'Einstein « la folie est de recommencer encore et encore quelque chose qui ne marche pas, en espérant à chaque fois que le résultat sera différent.

Concluons et élargissons le débat

Les Français ont pu constater en temps réel à quel point cette classe administrative est incapable de faire de la politique puisque leur but n'est pas de nous protéger mais de se protéger eux. Ce qui s'est passé dans la santé, c'est produit aussi dans l'économie, dans l'armée, dans la justice, dans la police, dans l'immigration etc. et je n'en veux pour preuve que les 50 milliards de fraudes repérées par Charles Pratt dans notre chère -oh combien Sécu. (Voir l'interview de Charles Pratt sur la chaîne de l'IDL)

Nous sommes donc à l'évidence gouvernés par des incapables refusant d'assumer leurs responsabilités et qui se goinfrent à nos dépens. La France mérite mieux que d'être gouvernée par ces charognards.

Il faut donc introduire dans notre constitution toutes affaires cessantes deux nouveaux articles et deux seulement.

- Tout accroissement des dépenses de l'état, de l'endettement de ce même état ou des transferts sociaux doit être approuvé par le peuple par un référendum, sauf en cas de guerre. Il faut leur couper l'accès à notre argent.
- Les fonctionnaires peuvent se présenter aux élections mais ne pourront jamais retourner dans la fonction publique une fois battu. Il faut les forcer à assumer le risque inhérent à la politique.

La démocratie c'est le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple et ce que nous avons aujourd'hui est la mise en coupe réglée du peuple par une classe, au sens Marxiste du terme, qui gouverne sans prendre aucun risque à son profit exclusif.

Cesser de parler de Démocratie en France et essayer d'en organiser une vraie, que voilà une idée nouvelle !

Vers une urgence sanitaire sans fin et sans contrôle, les décisions d'un comité secret

Bruno Bertez 5 novembre 2020



Lorsque les allemands ont voulu assassiner la Grèce; ils ont utilisé une création opaque, sans statut, sans légitimité, sans contre-pouvoir: l'Eurogroupe. Ce fut le masque de la dictature exercée par Schauble.

Macron reprend cette technique et invente un groupe de personnes, un Comité de Défense Nationale qui se comporte comme l'Eurogroupe.

Ses travaux sont secrets, non exposés, non contradictoires, les fondements pratiques et théoriques ne sont même pas révélés. Bref, c'est l'arbitraire total, scélérat.

Ce dispositif, on le comprend est la conséquence des erreurs et bavures antérieures, il a pour fonction de les faire oublier et d'opacifier les nouvelles décisions. Hélas tout ce qui se produit maintenant à une histoire, une terrible histoire cachée par la propagande, les mensonges et le cynisme.

L'une des questions qui se posera à l'avenir est: ou sont les responsabilités?

Le dispositif de Macron a pour objectif de faire en sorte que l'on ne puisse répondre à cette question.

Parmi les hommes politiques seul Mélenchon a vraiment pris la mesure du caractère scandaleux du dispositif de Macron. Il critique cette utilisation d'un Comité de Défense sans légitimité aucune.

Et peut-être, sans compétence.

Lisons l'IFRAP.

Désormais, , à tout moment, nous pouvons voir nos libertés contraintes pour cause de crise sanitaire et cela risque de continuer encore pendant des mois sans que ni le Parlement, ni les régions, ni les communes n'aient leur mot à dire.

Cette semaine, le porte-parole du gouvernement a même annoncé une couche supplémentaire avec le retour d'un couvre-feu à Paris et en Île-de-France... avant de se raviser dans une volte-face inédite.

Pour l'instant, ces choix ne relèvent que du gouvernement et ce, jusqu'au 16 novembre 2020... ou plus. En effet, une nouvelle loi de prorogation de l'urgence sanitaire habilitera(it) le gouvernement à prendre par ordonnance toutes dispositions de restrictions des libertés publiques avec effet jusqu'au 16 février 2021. Voire au 1er avril 2021.

En parallèle, le gouvernement travaille sur une loi afin de créer un dispositif pérenne de gestion des crises sanitaires et épidémiques. Ce dispositif prendrait le relais au-delà du 1^{er} avril 2021 et lui permettrait de restreindre les libertés publiques encore plus facilement.

Ce manque de concertation actuel et à venir apparaît excessif, d'autant qu'il existe d'autres voies plus démocratiques et moins coercitives en Europe pour faire adopter et respecter les mesures sanitaires.

Tout d'abord, il convient de constater que le gouvernement propose une possibilité de restriction des libertés publiques sans vote du Parlement sur une très longue période. 3 mois pouvant être portés à 4,5 mois. Et ce, alors même que les dispositions sont lourdes en matière de suspensions dérogatoires des libertés fondamentales et d'application de mesures coercitives. L'avis du Conseil d'État juge mesurées et proportionnées ces restrictions.

Si l'on étudie ce qui se passe dans les pays partenaires de la France, il conviendrait au contraire de beaucoup plus étroitement encadrer le pouvoir du gouvernement en matière de restrictions sanitaires.

En Italie, ce sont les décrets signés par le gouvernement et les présidents des régions qui font état des restrictions sanitaires, après un vote favorable de la chambre des députés.

Outre-Rhin, au printemps dernier le Bundestag a accordé le droit à l'exécutif de légiférer par ordonnances durant la pandémie et ce, jusqu'en mars 2021 prochain. Les décisions sanitaires sont prises entre la chancellerie et les chefs des gouvernements des Länder. Une discussion se déroulera dans quelques jours avec les députés et le gouvernement fédéral, pour revoir les conditions de publication des ordonnances.

Au Royaume-Uni, les décisions du premier ministre et de son gouvernement sont soumises à un vote des députés sous 28 jours et le Parlement est sollicité pour approbation de toute modification majeure.

À ce jour, selon les données disponibles, la France est le seul pays européen à imposer une attestation dérogatoire de déplacement à ses citoyens.

Le seul pays d'Europe à avoir autant limité la liberté de circuler dans l'espace (1 km pour des sorties récréatives, contre 5 km en Irlande) et dans le temps (1 heure au maximum), sans distinguer en fonction de la densité de peuplement (espaces ruraux ou urbains, etc.) ou sur critères géographiques.

La plupart des autres pays privilégient, plutôt qu'un reconfinement, les couvre-feux. En ça, le Sénat français a raison de vouloir limiter la durée de l'État d'urgence à fin janvier.

Cependant, il faudrait sans doute aller plus loin. Pour respecter un équilibre dans les décisions sanitaires, les prolongations devraient être accordées par le Parlement mensuellement avec des études d'impact au niveau sanitaire réactualisées.

Enfin, une évaluation individualisée et poussée des dispositifs à proroger doit être fournie au Parlement.

Les données sanitaires fournies au Parlement relèvent strictement de la bonne volonté de Santé publique France. Les données brutes ne sont pas consultables. On ne connaît pas non plus le niveau de gravité des cas des malades à un instant T en réanimation. Il en résulte des problèmes de granularité.

Or si une politique différenciée par territoire, en phase de déconfinement par exemple, était mise en place, son acceptabilité serait renforcée par la fourniture de données fines en *open data* à la population pour susciter son adhésion.

Malheureusement, le Sénat semble avoir perdu les arbitrages sur le texte en commission mixte paritaire. Et si l'opposition, droite et gauche confondues, s'est réveillée dans la nuit de mardi à mercredi à l'Assemblée nationale pour fixer la fin de l'urgence sanitaire par amendement au 15 décembre, le gouvernement bat déjà le rappel de ses troupes pour faire sauter ces amendements et imposer sa date.

Nous vogons donc vers un pouvoir sans limite du gouvernement qui va durer jusqu'en avril. Voire plus ? Sortons de cette logique purement jacobine, inspirons-nous de nos voisins qui posent un cadre commun de restrictions sanitaires le moins contraignant possible pour les citoyens et l'économie et qui permettent aux pouvoirs locaux de renforcer les contraintes si besoin, comme en Suisse par exemple.

La centralisation sans pareil des décisions de restriction de nos libertés publiques par l'exécutif français, sans association systématique du Parlement et des élus des collectivités, contrairement à ce qui se passe en ce moment chez nos partenaires européens, devient clairement dangereuse.

Des points mensuels avec votes réguliers seraient plus respectueux de notre démocratie, de nos citoyens et de nos entreprises. Dans ces conditions cataclysmiques, ils le méritent.

La confiance du pays en ses dirigeants s'est effondrée.

Bruno Bertez 5 novembre 2020



Il y a des choses que l'on a beaucoup de difficulté à définir et pourtant tout le monde sait ce que c'est : il en va ainsi de la confiance.

La confiance est un grand mystère. Selon moi, elle est le ciment invisible de nos sociétés.

Je vous conseille de lire le **Mythe de Pénélope** d'Alain Peyrefitte.

Voici ce qu'en met en exergue Amazon

«Dans l'histoire de la civilisation, écrit Alain Peyrefitte, il n'est pas de livre, à l'exception des Livres saints, qui ait marqué autant l'humanité que l'Iliade et l'Odyssée.» Le mythe qu'analyse Alain Peyrefitte signifie, à ses yeux, que la confiance est la loi cachée de la condition humaine ; la structure intime de la matière sociale. Une confiance inébranlable est le secret des grandes actions : pour qui ne désespère pas, le destin peut se retourner. La confiance crée l'avenir qu'elle attend ; elle transforme les batailles perdues en guerres gagnées» .

Réponse de Maxime Tandonnet à une question du groupe politique »**Droite de Demain** »

1.Selon vous l'ambiance du pays est elle anxiogène et ronge-t-elle notre démocratie ?

Oui, je n'ai jamais vu la France dans un tel état. La confiance du pays en ces dirigeants s'est effondrée.

Une enquête *Opinionway* du 25 octobre dernier montre que 79% des Français ont l'intention soit de s'abstenir aux prochaines élections, soit de voter antisystème.

La France est plongée depuis dix ans dans la tourmente : vague d'attentats islamistes, crise migratoire, gilets jaunes, chaos de la réforme des retraites, covid 19, et tout cela sur fond de chômage et de violence.

A cet interminable naufrage du pays correspond le sentiment d'une déconnexion croissante de sa classe dirigeante. Ce décalage est la source d'un climat de défiance profonde, l'impression diffuse que les hauts responsables nationaux privilégient leurs satisfactions de vanité sur le destin du pays, interdisant ainsi toute perspective d'union sacrée.

C'est la vocation d'un gouvernement: contenir sa masse, la punir parfois.

Publié par Bruno Bertez 5 novembre 2020

Les progrès de l'égalité consolent les Français du recul de leurs libertés. En d'autres termes, nous acceptons d'être entravés si tout le monde subit la même chose. Silvain Tesson

Entretien au figaro Vox

Par Vincent Trémolet de Villers

Publié le 2 novembre 2020

LE FIGARO. – La France et l'Europe se «reconfinent» pour quelques semaines. Un virus a réduit l'existence en quelques mois, éteint les lumières de la ville, ralenti l'économie, ébranlé l'hôpital. Que vous inspirent ces heures étranges?

Sylvain TESSON. – Le virus n'a pas fauché l'humanité. Les mesures de quarantaine, elles, l'ébranlent. Cela inspire une question: la réponse au virus est-elle proportionnée à sa menace? Que protège-t-on? L'intérêt de la vie ou sa durée? L'un n'est pas comptable de l'autre! Il y a ceux qui pensent que la valeur de la vie tient à sa longueur plus qu'à sa substance! Et il y a ceux qui veulent vivre pleinement, même si la santé s'en trouve

fragilisée. «Plus longtemps, même enfermés» disent les premiers! «À l'air libre, malgré le risque», disent les seconds. C'est une éternelle question: dehors ou dedans? le plein vent ou le formol?

Le paradoxe coronarien réside dans le fait que des dispositions administratives brutales (quarantaine, interdiction de baiser le front des morts) sont étayées par des informations scientifiques incertaines. On ne sait pas très bien où l'on va, mais les administrations centrales orientent fermement leurs sociétés. Victor Hugo: «Vous dites: Où vas-tu? Je l'ignore ; et j'y vais» (cet alexandrin vient d'un livre des Contemplations intitulé... «En marche»!).

Les médecins ne sont sûrs de rien. Le virus est mal connu. Des adolescents y succombent, des vieilles gens en triomphent, des pays riches sont plus touchés que des pays pauvres. **De ces inconnues, les pouvoirs publics tirent pourtant une certitude: il faut enfermer les populations.** Notons que c'est la vocation d'un gouvernement: contenir sa masse, la punir parfois. Le virus offre ainsi au Pouvoir une occasion de s'accorder à sa nature. Avouons que nos administrations ont excellé à organiser la quarantaine. Il est même possible que les bureaucrates aient tiré jouissance à superviser l'enfermement.

C'est rare dans l'histoire politique que des décisions si sévères reposent sur des motifs aussi flous. D'habitude quand on bride un peuple, c'est pour des raisons précises. Ces flottements contredisent la confiance religieuse que les Européens placent, depuis les Lumières, dans la technique, la science, la raison. «Nous vivrons mille ans» disent les uns, «bientôt Mars» disent les autres. Et soudain, voilà l'homme qui parlait de «s'augmenter» en train d'essayer de limiter les frottements intempestifs (*distanciation sociale* en infralangue). **Le Covid est un programme écologique. C'est au moins la preuve que nous n'avons pas encore réalisé la grande ambition des forces du Progrès, c'est-à-dire l'arrachement total de l'homme à la loi naturelle.**

Les gouvernants n'ont plus le temps de réfléchir dans le silence et la solitude, seuls alliés du vrai pouvoir.

Personne ne peut gouverner sérieusement sous l'œil d'une caméra. **Sylvain Tesson**

Cela dit, ne jetons pas la pierre au personnel politique, qui a voulu s'affranchir de la Géographie et qui se trouve littéralement dépassé par l'Histoire. Il faut faire son autocritique de citoyen (je suis le premier à la faire, moi que l'hôpital a sauvé). Mettons-nous à la place d'un gouvernant. Il dirige des citoyens devenus très exigeants. Si l'État ne nous garantit pas un lit de réanimation, nous nous considérons lésés, abandonnés.

Les responsables se couvrent. Ils ne veulent pas du destin de Mme Georgina Dufoix (*ministre des Affaires sociales mise en cause dans l'affaire du sang contaminé, NDLR*). La société veut être maternée? En retour, elle sera paternée.

En outre, les gouvernements s'observent. Aucun prince n'ose prendre une décision à rebours des tendances mondiales. Pensez! Chaque soir, ce sont les jeux «Intervilles» planétaires du Covid avec podium mondial des morts: «La Corée a fait mieux que la Moldovlaquie!» La cyber-mondialisation a sonné la fin de la souveraineté puisque les gouvernants n'ont plus le temps de réfléchir dans le silence et la solitude, seuls alliés du vrai pouvoir. *Personne ne peut gouverner sérieusement sous l'œil d'une caméra.*

Les exigences sanitaires contredisent nos libertés publiques. Diriez-vous avec Pierre Manent que «la démocratie libérale se retire à bas bruit»?

La culture française fait grand cas de la liberté. Elle a pourtant accepté facilement la quarantaine du printemps. Sommes-nous véritablement passionnés par la liberté? Nous avons un autre soleil: l'égalité. C'est une idole française. Les progrès de l'égalité consolent les Français du recul de leurs libertés. En d'autres termes, nous acceptons d'être entravés si tout le monde subit la même chose. La liberté et l'égalité font mauvais ménage. Dans notre devise à trois vertus, la fraternité est là pour recoller les morceaux brisés sous le choc de la rencontre des deux premières. Mais le pli de la renonciation aux libertés était pris depuis longtemps. Pourquoi nous

insurgerions-nous de vivre derrière des masques alors que nous acceptons avec bonheur de vivre devant des écrans?

Le confinement de l'automne a été plus difficilement accepté. Il est incompréhensible de se faire verbaliser pour 200 mètres de dépassement du périmètre de promenade imparti quand des mahométans belliqueux parcourent des milliers de kilomètres pour égorger des chrétiens.

Comment protéger le trésor de la liberté quand les temps imposent des règles de plus en plus nombreuses?

Depuis la chute de l'URSS, au fur et à mesure que les frontières des nations disparaissaient, les libertés coutumières se sont rétrécies. Or ce sont les libertés de détail qui font le charme de l'existence, pas uniquement les intentions abstraites. «*Aimer, boire et chanter*», comme on disait dans la Vienne de Strauss, devient difficile.

Les administrations politiques, ne protégeant plus leurs nations, se sont attachées à nous protéger de nous-mêmes. Traduction physique: abolition des frontières territoriales, mais digicodes partout. Fin des patrouilles aux marches du pays, mais vigiles à l'entrée des épiceries et soldats déployés devant les églises. Levée des barrières aux limites du territoire, mais barricade de granit autour de la Préfecture de police de Paris. On trouve affreux que Victor Orban grillage sa frontière, mais on trouve normal de passer sous des portiques de contrôle pour entrer au musée. C'est la transposition dans la sphère privée de la limitation politique qui a été abolie dans l'espace public. **L'idéologie a levé les barrières, la réalité les a replacées là où elle le pouvait: dans le domestique, l'intérieur, le familial. Ouverture du global, quadrillage de l'intime! Les thuriféraires de la planète sympa avait des intentions nobles. C'est joli, les Smarties. Mais ils ont négligé une double permanence: «*Qui se ressemble s'assemble*» et «*Le plus énergique s'accapare le terrain.*» Nous nous sommes laissés enfermer dans l'esprit d'ouverture.**

L'intrusion de l'administration dans nos faits et gestes est en progression. Le langage, les comportements, les mœurs, tout est scruté. La remontrance nous guette. Sylvain Tesson

Ces règles s'expriment par des pictogrammes qui se multiplient. Le dessin a remplacé l'écrit?

Oui, le pictogramme coercitif envahit l'espace public, signe du recul du verbe. Le bureaucrate, soudain, trouve un terrain d'expression. C'est la fête à la vignette! Ne faites pas ceci, ne faites pas cela. il y a encore des directives écrites, mais le personnel civil parle alors à ses administrés un sabir débile. «*Ne pas jeter sa cigarette par terre*» devient «*Youpi, mon mégot dans le pot!*» **Un jour des étudiants en médiologie étudieront cette tocade des bureaucrates du XXI^e siècle de s'adresser au public comme à un guignol.** Cela paraît un détail. C'est crucial, car **la langue du pouvoir est l'expression de son projet: d'abord abrutir, ensuite contrôler.** L'intrusion de l'administration dans nos faits et gestes est en progression. Le langage, les comportements, les mœurs, tout est scruté. La remontrance nous guette. L'organisme d'aide à la surveillance générale appelé «réseau social» institue le contrôle de tous par tous. Bien entendu, il reste la sphère privée pour échapper à la grande pédagogie collective. Mais je parie qu'un jour, **les services de régie morale** viendront à domicile vérifier les goûters d'enfant. «*Comment? Le petit Marcel n'a invité que des têtes blondes à son anniversaire?*»

Un jour, dans une forêt du Vercors, j'ai vu un panneau de l'ONF avec ce slogan terrifiant: «*Changez vos projets.*»

Cette efflorescence soudaine de directives exprimées par des pictogrammes est un aveu de l'État: «*Comme nous ne pouvons garantir la pérennité de notre civilisation nous allons vous empêcher de glisser sur le trottoir.*»

Vous avez lancé «*L'appel de l'aiguille pour le primesaut de France*». La gaieté et la légèreté ont déserté notre pays?

J'ai grimpé l'aiguille d'Étretat avec des amis. En ces temps de neurasthénie, nous voulions célébrer la gaieté, la légèreté, la désinvolture, fleurs de lys de la France. Pourquoi sommes-nous devenus si tristes, si susceptibles? Pourquoi ce qui nous faisait rire jadis nous indigne sans même que nous accordions des indulgences à l'ironie? La France est-elle ce pays où les caricatures entraînent la mort du caricaturiste? J'ai lancé «*L'appel de l'aiguille*», une ode au primesaut, à la gaieté, à l'amour de la patrie. Je l'ai lancé aux mouettes, au sommet de l'aiguille, encordé dans le vent, pour rien, pour le geste, et pour l'hommage à Arsène Lupin. Dans l'œuvre de Maurice Leblanc, Lupin est un ~~moderne~~ traditionaliste. Il vénère le passé. Il ne fait pas de l'Histoire une kermesse avec jeu de massacre de la grandeur, glaces déformantes des victimes et tombola des revendications. ~~L'identité de la France, c'est Lupin: le panache et le bravache, l'unité et le désordre, les arts et la fête, la falaise et la mer, ce grand miroir brisé.~~

La littérature, la poésie sont-elles d'un quelconque secours en cette période?

Oui, le livre délivre. Vous êtes enfermés? **Ouvrez un livre: c'est une fenêtre. Si vous n'en ouvrez qu'un, c'est un mur.** Si vous n'annonnez que lui, c'est une arme. **Lire fait douter. Les barbus de tout poil ne doutent de rien parce qu'ils ne lisent qu'un seul livre <sous-entendu le coran mais la bible fait tout autant l'affaire>.** Une librairie contient des milliers de grilles de lecture du monde. Dans le même espace, saint Augustin côtoie les anarchistes russes. Les livres sont les seuls à savoir vivre ensemble. En France, jusqu'à la semaine dernière, le livre semblait tenir une place à part. La France était fille aînée de la librairie, cette Église. Tout homme public rêvait d'écrire un livre. **Mais le gouvernement a fermé les librairies comme si c'étaient des marchands de cotillons.** Qui peut prétendre que le beurre de cacahouète est un achat d'une plus haute nécessité que la poésie chinoise?

Les directives gouvernementales s'abattent sur nous. Elles rétrécissent la piste de danse. Prions pour qu'on n'entende jamais: «*N'ouvrez pas ce livre*» (le pictogramme doit déjà exister). En France, la censure gagne du terrain. Pour l'instant, elle n'a pas triomphé. Heureusement que *les pères la morale* des réseaux sociaux n'ont pas le temps de lire. Dans Saint-Exupéry, dans Flaubert, dans Baudelaire, ils trouveraient des choses abominables! Mais pour cela, il leur faudrait quitter leur miroir, leur écran. La paresse des pères fouettards en djellaba et des excités du touite est une chance pour la littérature.

Entretien au figaro Vox Par Vincent Trémolet de Villers Publié le 2 novembre 2020

Une nouvelle accélération de l'Histoire nous pousse vers l'inconnu

rédigé par [Eric Verhaeghe](#) 6 novembre 2020

Tout semble échapper à tout contrôle, ces derniers jours – et cela crée des modifications profondes dont les répercussions sont encore indiscernables. Attention, danger...



La semaine qui s'écoule appartient à l'un de ces rares moments où l'Histoire s'accélère subitement et où tout semble échapper au contrôle des hommes. Brutalement, des décisions sont prises, des événements surviennent, qui chacun modifient en profondeur la face de la réalité et créent un état de fait dont la physionomie et le sens sont encore indiscernables.

Face à ces « décrochages » collectifs, on restera prudent et attentiste, car nul ne sait de quel côté la balance des choses peut pencher demain.

L'accélération de l'Histoire est un phénomène toujours très curieux. Pendant plusieurs mois, parfois plusieurs années, des situations ou des sociétés peuvent paraître « en panne », et soudain c'est l'explosion : ce qu'on croyait immuable disparaît, ce qui était impossible prend forme.

La semaine que nous traversons fait partie de ces moments uniques et c'est dans quelques années seulement que l'ampleur des changements nous apparaîtra sous son plein jour.

Nous pouvons cependant pressentir aujourd'hui quelques pistes majeures qui interrogent.

Voici lesquelles...

Les Etats-Unis et l'accélération de l'Histoire

Depuis plusieurs années en France, plusieurs mois aux Etats-Unis, une presse complaisante convainc l'opinion publique de la folie de Donald Trump et de son rejet par les Américains.

La réalité du scrutin, dont nous ne connaissons pas l'issue à l'heure où nous écrivons ces lignes, est très différente de ce raccourci simpliste. Trump a rassemblé plus de voix en 2020 qu'en 2016, et prouve qu'il n'a pas été élu une première fois sur un malentendu.

Il y a bien, aux Etats-Unis une forte proportion d'Américains qui adhèrent à son discours, à ses idées, à ses méthodes, et qui souhaitent ardemment sa réélection. Nous sommes loin du rejet de ce libertarisme souverainiste dont on nous rebattait les oreilles.

On peut en déduire que, [50 ans après le début de la discrimination positive en faveur des minorités](#), une quasi-majorité des Américains conteste aujourd'hui la pilule du « vivre ensemble » qui lui a été administrée.

Reste que le monde se réveille avec sa première puissance en plein déchirement sur l'identité du nouveau président qui doit conduire sa destinée. Ce flou n'est pas neuf. Il s'était produit déjà en 2000 avec le second Bush.

Mais, en pleine pandémie, en pleine crise mondiale, en plein bouleversement de la planète, ce vide n'est pas sans rappeler les querelles de succession qui ont affaibli, au fil des décennies, l'empire romain.

La France sur le fil du rasoir

Sur le plan intérieur, la situation n'est pas meilleure et même, à de nombreux égards, très inquiétante. Entre la prolifération du terrorisme et le naufrage du confinement, on ne sait plus trop ce qu'il faut craindre le plus.

Le gouvernement Castex donne en effet l'impressionnant spectacle d'une équipe sous-équipée et sous-calibrée pour affronter les défis auxquels le pays est confronté. Parfois, les désaccords politiques se limitent à des divergences d'appréciation. Dans le cas du gouvernement actuel, les désaccords viennent d'un vrai doute sur le « casting » au pouvoir.

Plus personne ne sait clairement qui décide de quoi, et le Premier ministre donne le sentiment d'être à la remorque d'une équipe qui part dans tous les sens. Sa prestation sur une chaîne de télévision a plutôt fait rire par ses approximations quand elle a imprimé les esprits.

D'une manière générale, cependant, les Français absorbent le choc d'un deuxième confinement sans écouter le chef du gouvernement, et en pratiquant le système D. Cette indifférence est aussi nourrie par l'incapacité du gouvernement à dépasser les simples effets de manche dans la lutte contre le terrorisme.

Il a été possible d'adopter en urgence des lois d'exception contre l'épidémie, mais il n'est visiblement pas possible d'en adopter contre le terrorisme. On passe ici sous silence les renoncements de l'Education nationale sur l'hommage rendu à Samuel Paty, décapité par un terroriste musulman.

Dans ces moments, on sent que n'importe quel coup de tabac pourrait emporter le pays.

Une fuite en avant dangereuse

Dans cet immense désordre qui s'appelle l'Histoire contemporaine, de dangereuses fuites en avant permettent de repousser momentanément les problèmes, au risque de les voir revenir en boomerang.

C'est le cas des politiques menées par les banques centrales un peu partout dans le monde et singulièrement en Europe. Progressivement, la BCE devient prêteuse en premier ressort, ce qui n'est ni son métier ni sa vocation.

Tout indique que cette stratégie de l'argent facile, qui permet aux gouvernements européens de retarder le moment où il faudra annoncer des efforts, zombifie rapidement les économies et [prépare une importante crise bancaire pour les prochains mois](#).

En temps ordinaires, ce sujet ferait la une des journaux. Compte tenu de l'accélération de l'Histoire, il passe pour l'instant au second plan. Mais faites bien attention, il risque de revenir lorsqu'il sera trop tard pour soustraire son épargne au grand prélèvement qui se prépare.

Quelles perspectives pour la croissance US ?

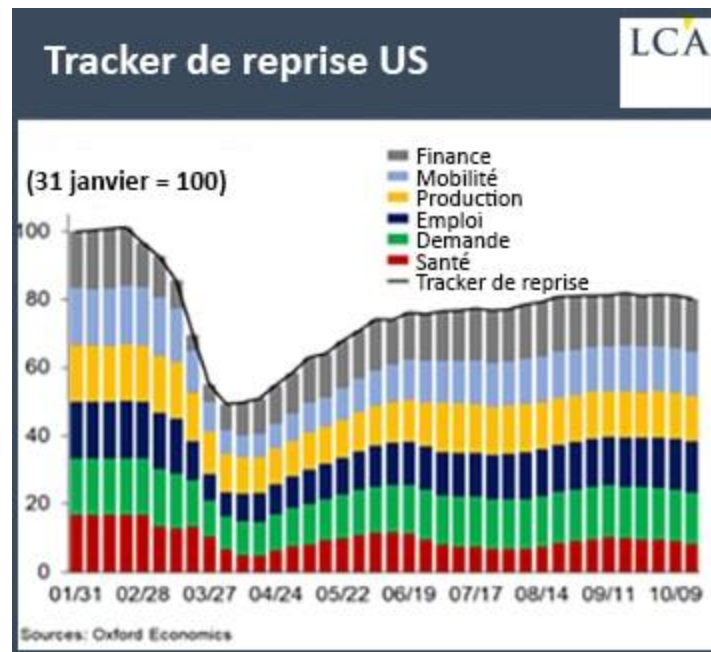
rédigé par [Bruno Bertez](#) 6 novembre 2020

Si Joe Biden accède au pouvoir, cela fera-t-il une différence pour l'économie US – et cette différence sera-t-elle suffisante pour apaiser un pays ultra-polarisé ?

La pandémie continue de sévir dans tous les Etats-Unis avec des taux d'infection à des niveaux records, encourageant les gens à recourir au télétravail, à ne pas se rencontrer, voyager ou dépenser.

En conséquence, la reprise amorcée au cours de l'été [s'est arrêtée dans son élan](#). Et il n'y a toujours pas de vaccin efficace en vue.

Ci-dessous, un graphique des indicateurs suivant la reprise, on plafonne clairement :



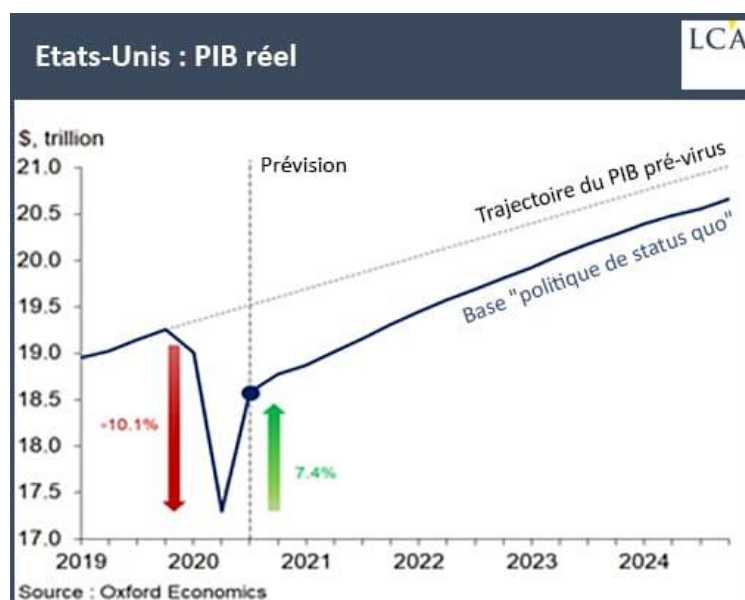
Les investissements des entreprises dans les activités productives ne montrent aucun signe de reprise ; on prévoit que le retour à la trajectoire pré-pandémique de la croissance économique et de l'emploi ne se fera que dans plusieurs années.

Certains prévisionnistes vont même plus loin.

Racine carrée

Selon Oxford Economics, la croissance du PIB réel ne rejoindra pas du tout sa tendance précédente. Loin d'une reprise économique en forme de V, ou même d'une reprise en forme de U, c'est une trajectoire en forme de racine carrée qui se dessine.

Le scénario qui apparaît maintenant le plus probable : un marasme durable, ce qui est perdu est perdu.



Les Etats-Unis et d'autres grandes économies capitalistes semblent entrer dans une nouvelle phase de dépression, avec croissance séculaire durablement ralentie, investissements productifs anémiques, emplois à bas salaires et/ou chômage de masse.

Des dépenses keynésiennes en masse

L'équipe économique de Biden prévoit d'augmenter les dépenses du secteur public pour compenser la « grève des investissements » du secteur capitaliste : elle se traduit par des utilisations financières spéculatives sur les marchés d'actifs.

Biden propose de dépenser 2 000 Mds\$ en travaux d'infrastructure, y compris des projets « d'énergie propre » ; un peu moins de 2 000 Mds\$ pour l'éducation et la garde d'enfants ; 1 600 Mds\$ pour les soins de santé ; 700 Mds\$ en recherche et développement ; et 500 Mds\$ pour la Sécurité sociale et le logement.

Cela représente un total de 6 800 Mds\$, soit un peu plus de 30% du PIB actuel.

Ces promesses de dépense seront étalées sur plus de 10 ans ! Elles seront discutées et disputées.

La plupart des estimations estiment que les propositions de Biden seront réduites de 60%, à environ 3 000 Mds\$ de dollars.

Les propositions de dépenses d'infrastructure et d'éducation seraient réduites de moitié, les propositions de dépenses de santé seraient abaissées de 60% et les propositions d'investissement dans la R&D seraient réduites des deux tiers.

Biden propose d'augmenter les impôts de 2 400 Mds\$ sur dix ans (ou 1 200 Mds\$ si les dépenses sont réduites).

Ainsi, près de la moitié des dépenses seraient récupérées en impôts.

La plupart des recettes fiscales proviendraient des revenus les plus élevés, en particulier ceux de la tranche au-dessus du million de dollars. En outre, l'impôt sur les sociétés passerait des 21% actuels sous Trump à 24%. Il n'y aurait pas d'augmentation des impôts fonciers pour les riches.

Dans l'ensemble, les dépenses nettes après les impôts les plus probables dans le cadre du plan Biden seraient d'environ 1 800 Mds\$ sur 10 ans, soit 0,8% du PIB par an.

Un multiplicateur incertain

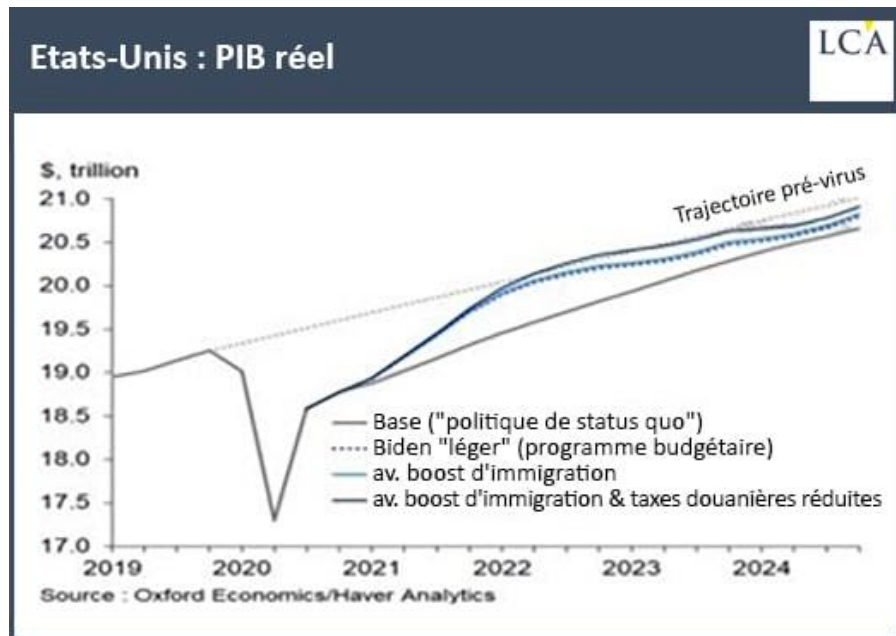
L'impact du plan reposera sur le fameux multiplicateur keynésien.

Ce multiplicateur, c'est l'augmentation de la croissance du PIB induite par une augmentation des dépenses publiques. La valeur du multiplicateur est très débattue et incertaine : d'après certains, il est inférieur à 1 !

Si nous supposons que le multiplicateur sera de 2, le plan de Biden stimulerait la croissance du PIB réel l'année prochaine de 1,5% à 2% au-dessus du taux de croissance actuellement envisagé sur la même période.

En mettant tout ensemble avec les mesures annexes diverses, Oxford Economics estime que les plans de Biden conduiraient à un taux de croissance du PIB réel de 4,9% à 5,7% en 2021 par rapport au status quo qui, sous Trump, serait de 2,3% à 3,7%.

Cela repose sur des hypothèses très généreuses à notre sens, mais peu importe : la « bidenomique » représenterait un maximum de 2% à 2,5% d'augmentation du PIB pour l'économie américaine au cours des deux prochaines années.



Au total, la trajectoire de croissance se régulariserait à 1,5% par an dans un avenir prévisible et à moins de 1% par an de croissance du PIB par habitant après prise en compte de l'augmentation de la population.

Est-ce suffisant pour restaurer le tissu social, [calmer les mécontentements](#) et rétablir la confiance ? Est-ce susceptible de réduire la bipolarisation du pays ?

Vous connaissez la réponse : non, bien sûr.

États-Unis : le cauchemar ne fait que commencer

rédigé par [Bill Bonner](#) 6 novembre 2020

La distribution d'argent gratuit va pouvoir bientôt recommencer... mais elle ne suffira pas à masquer encore longtemps les dangers qui s'accumulent.



Youpi ! Un tiers des Etats-Unis frôle la félicité.

Un deuxième tiers est sur le rebord d'une fenêtre, au dernier étage d'un immeuble – prêt à sauter.

Le dernier tiers – le plus intelligent – s'en fiche.

Voici la mauvaise nouvelle : qu'on le veuille ou non, quelqu'un sortira vainqueur de l'élection présidentielle.
Pour l'instant, on ne sait pas encore qui.

Dans les deux cas... [le cauchemar commence](#).

C'est pour cela que les marchés grimpent. Les investisseurs pensent qu'après l'élection – quel que soit le résultat – la distribution d'argent pourra recommencer.

Toujours plus de fausse monnaie, en d'autres termes, avec plus de fausse « croissance »... plus de faux gains boursiers... et plus de fausse richesse.

Plus de dette

Ils ont probablement raison.

Les démocrates ont hâte de mettre leur homme aux commandes, afin de pouvoir ruiner l'économie avec plus de dépenses fédérales et plus de dettes. Ils n'ont pas franchement besoin de se donner toute cette peine. [Donald Trump fait déjà un boulot formidable](#) en la matière.

Les dépenses fédérales ont augmenté au rythme de neuf milliards de dollars par mois durant les années Obama. Donald Trump a fait passer ce chiffre à 65 Mds\$ par mois.

Même sans compter le premier semestre 2020 – durant lequel le Covid-19 a causé une énorme augmentation des emprunts gouvernementaux – la dette fédérale a grimpé en moyenne de 90 Mds\$ par mois sous Trump, par rapport à 76 Mds\$/mois sous Obama.

Une fois que l'élection sera décidée, dans un sens ou dans un autre, la dette grimpera sûrement plus rapidement encore.

Un schéma bien connu

A la *Chronique*, nous sommes calmes. Zen. *Que sera, sera*. Nous ne pouvons rien y faire.

Les Etats-Unis sont gérés par une élite constituée de politiciens, économistes, escrocs, poseurs, bureaucrates, *apparatchiks* du *Deep State*, bestioles du marigot, universitaires, influenceurs et initiés de la finance – qui sont tous devenus des prédateurs.

Ils obtiennent leur pouvoir et leur richesse [en émettant de la fausse monnaie](#), dont ils distribuent la majeure partie – en dehors de l'aumône qu'ils accordent aux électeurs – à leurs amis, leurs clients et eux-mêmes.

Cette fausse monnaie détruit ensuite l'économie réelle, dont dépend la majeure partie des citoyens du pays, ce qui donne des pleurs, des grincements de dents et des crises de nerfs.

Cette voie a été souvent empruntée... et elle est pavée de bonnes intentions aussi bien que de mauvaises.

Les décideurs sont corrompus par le pouvoir et l'argent... Ils dépensent trop... Ils impriment de la monnaie pour couvrir leurs excès de dépenses... L'économie se délite... les autochtones deviennent rétifs. Une génération apprend ; la suivante oublie.

Les empires connaissent la grandeur puis la décadence.

Et la vie continue.

Un ralentissement prolongé

Puisque nous ne pouvons rien faire pour l'empêcher, nous allons devoir trouver un moyen de l'apprécier.

Ce ne sera pas facile. Ce qui nous attend, c'est l'une des périodes les plus dures et les plus dangereuses de l'histoire des Etats-Unis – et, par conséquent, de l'histoire du monde.

Pour commencer, les actions s'effondreront... quand les investisseurs réaliseront que l'économie traverse un ralentissement prolongé.

Ensuite, les autorités lutteront contre le ralentissement avec la seule chose dont ils disposent – plus de fausse monnaie. En d'autres termes, les dirigeants américains gonfleront la masse monétaire pour que nous nous sentions tous plus riches.

Une fois qu'il est lancé, ce train va dans une seule direction : de plus en plus d'impression monétaire, ce qui finit par mener à une hausse des prix à la consommation.

Déjà, sur les 49 années qui se sont écoulées depuis l'invention du dollar purement papier, ce dernier a perdu 96% de sa valeur telle que mesurée en or. Le reste ne peut que suivre... dans les années qui viennent.

Inflation, stagnation, dépression – les élites s'enrichiront tandis que la Réserve fédérale gonfle le marché actions... et les villes Zoom se transformeront en « villes de boom » à mesure que ceux qui le peuvent s'éloignent autant que possible des zones dangereuses.

Une profonde rancune

Le reste – les 90% autres – se battront pour des emplois... des revenus... et un peu de justice dans une société qui s'effondre.

Cela mènera à un profond ressentiment... au sentiment que le « contrat social » a été rompu... et à la croyance que la violence est justifiée – soit pour corriger les choses... soit pour les empêcher de changer.

Nous n'avons aucun moyen de savoir ce qui va se passer. Cependant, même un coup d'œil rapide sur l'Histoire suggère que lorsque les foules commencent à avoir le sentiment qu'on les a trompées... le résultat n'est guère agréable.

Évidemment, elles ont raison. Le système de fausse monnaie les arnaque. Cela fait 30 ans... voire plus... que l'escroquerie dure.

Mais les gens ne comprennent pas comment elle fonctionne. A la place, ils accusent donc les Mexicains... ou les démocrates... ou la Chine... ou les capitalistes avides... ou Donald Trump.

Et cela va empirer sur les quatre prochaines années.

Que faire ? Comment protéger votre argent et votre famille ?

D'ici la semaine prochaine, nous aurons les résultats de l'élection... et nous pourrons alors voir quoi faire ensuite.